

IMPACT ÉCONOMIQUE DES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE

**DES CINQ RÉGIONS DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
ET DE LA RÉGION DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**

Albert Juneau
consultant
30 décembre 1998

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
Liste des tableaux et des figures	4
FAITS SAILLANTS.....	6
 A. L'ÉTUDE D'IMPACT ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE.....	 14
1. MANDAT ET CADRE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE.....	14
1.1 Le territoire	15
1.2 La comparaison avec l'ensemble du Québec et l'île de Montréal.....	16
1.3 Les limites de l'étude	17
2. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE.....	18
2.1 Poids inégal des activités	20
2.2 La concentration des activités sur l'île de Montréal.....	22
3. LES IMPACTS ÉCONOMIQUES DES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE	23
3.1 Les incidences globales	24
3.2 Les multiplicateurs.....	28
3.3 La part québécoise de l'impact économique	35
3.4 Les impacts dans l'île de Montréal.....	36
4. LES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE ET LES AUTRES SECTEURS	38
 B. L'ÉTUDE D'IMPACT ÉCONOMIQUE SPÉCIFIQUE SUR LES FÊTES, FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS MAJEURS	 41
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE	41
2. ACTIVITÉS RELATIVES AUX FÊTES, FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS MAJEURS	42
3. L'IMPACT ÉCONOMIQUE	43
 CONCLUSION.....	 47
ANNEXE I.....	48
ANNEXE II.....	53

AVANT-PROPOS

La créativité et l'entrepreneursip du milieu culturel montréalais ont permis l'émergence d'un foyer de création exceptionnel en Amérique du Nord. Le développement de ce secteur a été rendu possible grâce à la présence de tous les maillons de la chaîne de production culturelle sur le territoire de la région métropolitaine : artistes, artisans, gestionnaires, institutions culturelles, centres d'enseignement, organismes de service, réseaux de production, de diffusion et de communications. Les organisations publiques, au service de l'activité culturelle et de la population, participent également à la force de cette dynamique.

Sur cet ensemble territorial et sectoriel unique, aucune statistique exhaustive n'était disponible¹. L'étude **Impact économique des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain et de la région de l'île de Montréal** aborde donc, pour la première fois, une réalité qui se renforce au fil des ans, celle de Montréal - métropole culturelle. En ce sens, les informations statistiques contenues dans cette étude devraient être le premier relais d'une démarche de bonification des connaissances de l'activité culturelle dans la région métropolitaine.

L'auteur remercie le comité superviseur de sa contribution. Ce comité est composé de représentants des trois paliers de gouvernement et d'administration, à savoir pour le gouvernement du Québec, M. Jean-Guy Lavigne du ministère de la Métropole, Mme Françoise Cadieux du ministère de la Culture et des Communications, pour le gouvernement fédéral, M. Jeff Crossman du ministère du Patrimoine canadien et M. Michel Saint-Denis de Développement économique Canada et pour la Ville de Montréal, Mme Marie-Christine Larocque du Service de la culture. Il tient également à souligner l'étroite collaboration du Bureau de la statistique du Québec (BSQ), et particulièrement de M. Gilbert Martin de la Direction des comptes économiques.

¹

La démarche statistique de la Chambre de commerce de Montréal et du Bureau de commerce de Montréal, intitulée ***L'industrie culturelle et le rayonnement international de Montréal***, date de 1986. Elle recoupe en partie les secteurs de la présente étude.

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

TABEAU 1	
Principales caractéristiques des cinq régions du Montréal métropolitain, 1991	15
TABEAU 2	
Répartition des domaines culturels selon les trois groupes	19
TABEAU 3	
Répartition des dépenses d'opération et des emplois dans les groupes de domaines d'activités culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993	20
TABEAU 4	
Répartition en pourcentage des dépenses d'opération et des emplois dans les six principaux domaines culturels, les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993	21
TABEAU 5	
Répartition en pourcentage des dépenses d'opération et des emplois dans huit domaines culturels, les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993.....	21
TABEAU 6	
Répartition des dépenses et des emplois par domaine culturel, île de Montréal par rapport aux cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993	23
TABEAU 7	
Composantes de l'impact économique des dépenses totales nettes de subventions de 5,3 milliards de dollars dans les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993.....	26
TABEAU 8	
Effets multiplicateurs des quinze domaines d'activités culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993	32
TABEAU 9	
Part québécoise en pourcentage des retombées économiques des activités du secteur de la culture, les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993.....	36
TABEAU 10	
Comparaison des impacts économiques des activités culturelles dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993	37
TABEAU 11	
Comparaison de divers multiplicateurs par domaine d'activités culturelles les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993.....	37
TABEAU 12	
Comparaison de multiplicateurs d'emplois et de valeur ajoutée pour certains domaines d'activités culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993	38

TABLEAU 13

Comparaison des impacts économiques des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain et de celles du secteur du tourisme de tout le Québec, 1992-1993.....	39
---	----

TABLEAU 14

Comparaison des effets multiplicateurs des activités du secteur de la culture avec ceux des activités d'autres secteurs, 1992-1993.....	39
---	----

TABLEAU 15

Description des dépenses totales d'opération du domaine des fêtes populaires, festivals culturels et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993.....	43
---	----

TABLEAU 16

Composantes de l'impact économique des dépenses pour les fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993.....	44
---	----

TABLEAU 17

Effets multiplicateurs des fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993.....	45
---	----

FIGURE 1

L'impact économique des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain en termes de dépenses et d'emplois, 1992-1993	29
---	----

FIGURE 2

Effets multiplicateurs des activités du secteur de la culture dans les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993	30
--	----

FIGURE 3

Effets totaux des dépenses d'opération et des emplois du domaine des fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993.....	43
---	----

FAITS SAILLANTS

La présente étude d'impact économique des activités du secteur de la culture porte sur un vaste territoire qui comprend les cinq régions administratives de la région métropolitaine de Montréal, soit l'île de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et la Montérégie. Ces régions exercent un poids très important puisqu'elles regroupent près de 60 % de la population et de l'emploi de tout le Québec.

Lors de la cueillette de données, les choix méthodologiques ont été motivés par un contexte et des acquis qu'il est pertinent de rappeler en introduction.

Le comité a opté pour une étude d'impact économique plutôt que pour une étude sur les retombées économiques (qui inclut les dépenses des consommateurs) afin de pouvoir profiter des avantages que procure le modèle d'étude qu'a développé le Bureau de la statistique du Québec pour analyser l'ensemble des autres secteurs de l'économie québécoise.

Le comité a également entériné la recommandation du Bureau de la statistique du Québec qui préconisait une démarche portant sur l'année 1992 afin d'harmoniser ses travaux avec ceux menés par le ministère de la Culture et des Communications du Québec sur l'ensemble du territoire québécois.

L'étude d'impact porte sur quinze domaines d'activités. La terminologie de ces domaines et de leurs sous-domaines a été définie par le Bureau de la Statistique du Québec et est entérinée par Statistique Canada.

Les résultats sont présentés à partir des trois axes suivants :

- ♦ Le **groupe « culture »** recense les domaines du livre, du patrimoine, des arts d'interprétation, des arts visuels et métiers d'art, du design et mode, du film, du phonogramme, de l'enseignement culturel et des fêtes et festivals populaires. Cet axe rassemble principalement les activités liées à la formation, la création et la production culturelle dans ses modes artistiques, industriels ou artisanaux.
- ♦ Le **groupe « communications/médias »** inclut les activités directes et connexes des réseaux de communications écrits et électroniques. On y retrouve les médias écrits, la télévision, la radiodiffusion, la télédistribution et la publicité.
- ♦ Le **groupe « administrations publiques »** recoupe les dépenses encourues par le gouvernement fédéral, par le gouvernement provincial ainsi que par les administrations régionales et locales.

Voici donc les principales informations qui ressortent de cette étude.

1. Les principales caractéristiques de l'impact

Les activités du secteur de la culture ont un impact économique impressionnant; elles génèrent :

- 5,6 milliards \$ de dépenses totales d'opération;

- 89 916 emplois (personnes/années);
- 1,181 milliards \$ de revenus gouvernementaux, soit 670 M\$ au Québec et 511 M\$ au Fédéral.

Le tableau suivant présente les principales composantes de l'impact économique des 5,6 milliards de dollars de dépenses.

Composantes de l'impact économique des dépenses totales nettes de subventions de 5,3 milliards de dollars dans les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993	
Composantes	000 \$
1. Salaires et gages avant impôt	2 798 254
2. Autres revenus bruts avant impôt	1 977 956
3. Produit intérieur brut au coût des facteurs (ou valeur ajoutée au coût des facteurs) (1 + 2)	4 776 210
4. Taxes indirectes	133 810
5. Subventions	- 338 918
6. Produit intérieur brut au prix du marché (3 + 4 - 5)	4 571 102
7. Importations	730 422
8. Dépenses totales nettes de subventions (6 + 7)	5 301 524

Les dépenses totales de 5,6 milliards de dollars sont obtenues en ajoutant les subventions aux dépenses nettes de 5,3 milliards de dollars.

L'impact économique se mesure à partir de plusieurs composantes dont les principales sont les salaires et autres revenus bruts avant impôt (par exemple la rémunération de l'employeur et celle du capital, les charges patronales et les avantages sociaux) payés par les entreprises et les organismes culturels ainsi que par les fournisseurs des entreprises et organismes culturels et par les fournisseurs de ces fournisseurs. L'addition des salaires et des autres revenus constitue ce qu'on appelle le produit intérieur brut (PIB) des activités du secteur de la culture au coût des facteurs, ou valeur ajoutée au coût des facteurs; il s'élève à 4,7 milliards de dollars. Le PIB au prix du marché de 4,5 milliards de dollars s'obtient en ajoutant les taxes indirectes et en déduisant les subventions.

Le PIB au coût des facteurs génère des revenus gouvernementaux sous forme d'impôt sur les salaires et gages auquel il faut ajouter les taxes indirectes. Il entraîne également des revenus de parafiscalité (par exemple, la CSST et la Régie des rentes). L'ensemble de ces revenus totalise 1,181 milliards de dollars.

L'impact économique prend en compte les importations de biens et services des entreprises et organismes culturels et de la chaîne des fournisseurs. Les dépenses totales, qui incluent les subventions et les importations, s'élèvent à plus de 5,6 milliards de dollars. Les dépenses totales nettes correspondent aux dépenses totales moins les subventions.

Le PIB de 4,7 milliards de dollars a une importance remarquable comparé à celui d'autres secteurs de l'économie. Malheureusement, il n'existe pas d'évaluations régionalisées du PIB. Aussi faut-il s'en remettre à des données qui portent sur l'ensemble du Québec. Les comparaisons sont d'autant plus impressionnantes.

Voici quelques exemples² :

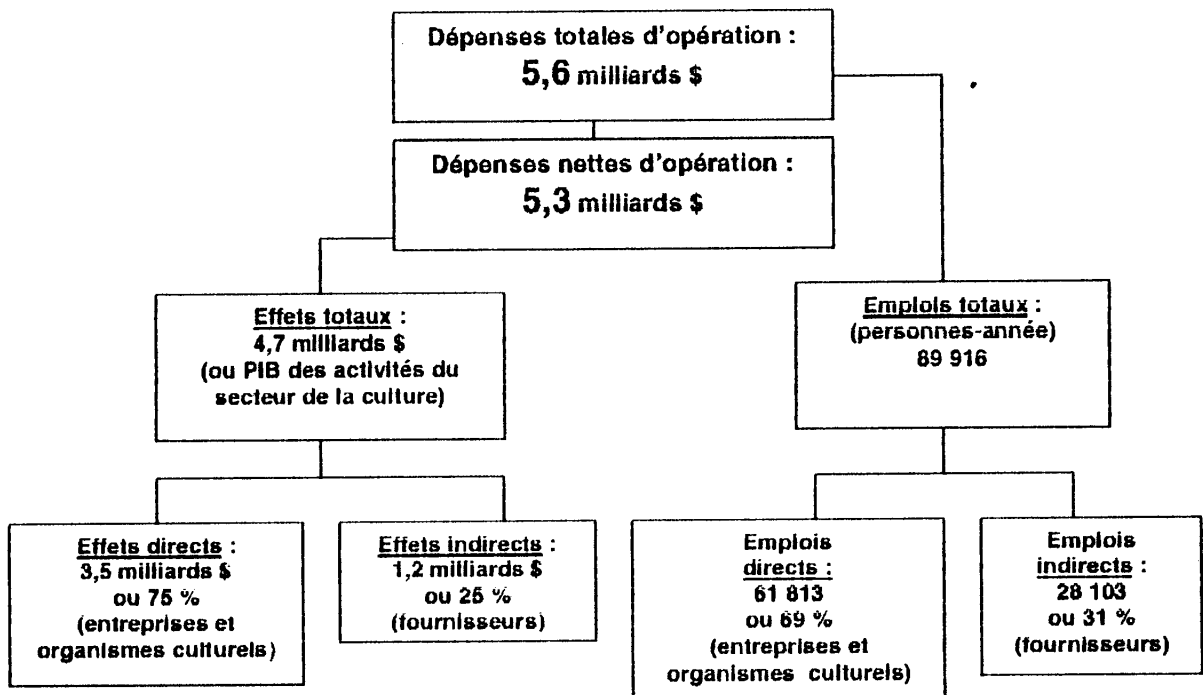
- a. le PIB au coût des facteurs des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain est aussi élevé que celui des activités des secteurs des transports et de l'entreposage (4,7 milliards de dollars) de tout le Québec;
- b. il est presque trois fois plus élevé que celui du secteur de l'agriculture de l'ensemble du Québec;
- c. il est presque aussi élevé que celui de l'ensemble du secteur électricité, gaz et eau;
- d. il correspond également à 10,6 % de l'ensemble des expéditions manufacturières des cinq régions du Montréal métropolitain.

2. Les effets directs et Indirects

Cet impact de 4,7 milliards de dollars et de 89 916 emplois comporte des effets directs, qui comprennent les dépenses attribuables aux entreprises culturelles elles-mêmes, ainsi que des effets indirects, qui correspondent aux dépenses effectuées par les fournisseurs des entreprises culturelles et des fournisseurs de ces fournisseurs. L'impact total de 4,7 milliards de dollars équivaut donc aux effets totaux (directs plus indirects).

² Les données provenant de l'étude d'impact et celles portant sur le PIB de l'ensemble du Québec ne sont pas basées sur les mêmes méthodologies; leurs comparaisons expriment donc d'abord et avant tout un ordre de grandeur et non une mesure exacte.

L'impact économique des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain en termes de dépenses et d'emplois

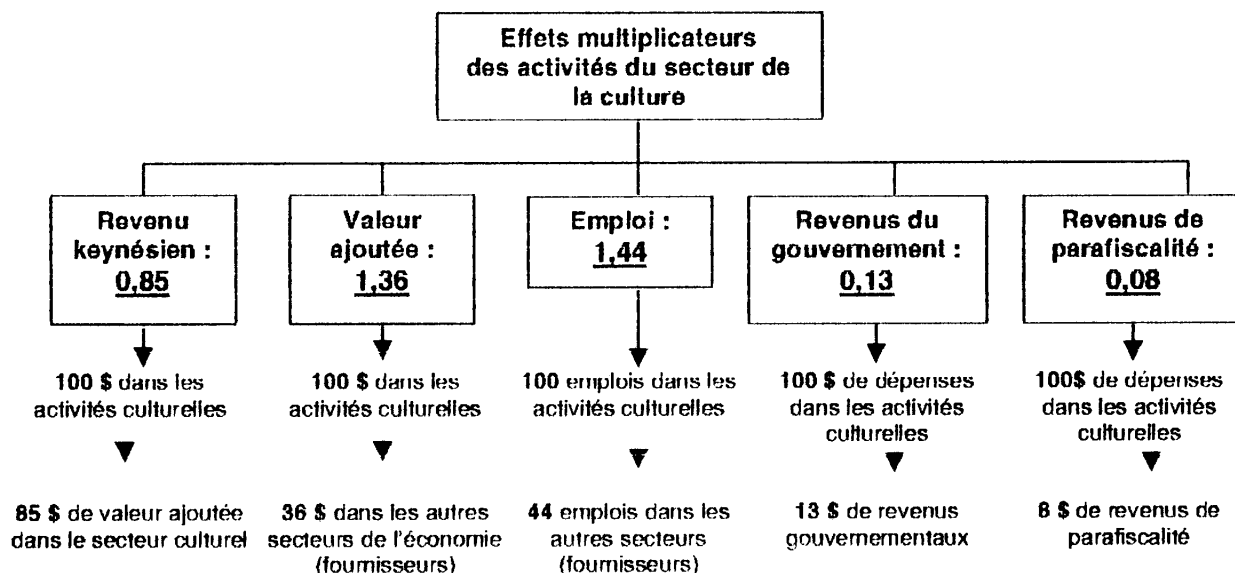


Les effets directs sont naturellement les plus importants, représentant environ 75 % des effets totaux pour les dépenses; ce qui signifie que les effets produits par les autres secteurs de l'économie qui alimentent les entreprises culturelles équivalent au quart du PIB des activités du secteur de la culture. Les emplois directs représentent une proportion moins élevée de l'ensemble des emplois, c'est-à-dire 69 %; par conséquent les 28 103 emplois indirects équivalent à quelque 31 % des emplois totaux (directs et indirects) générés par les quinze domaines d'activités culturelles.

Les emplois directs atteignent un niveau important. Ils correspondent à plus de 15 % de l'emploi de tous les secteurs économiques confondus des cinq régions du Montréal métropolitain et à environ 52 % des emplois du secteur de la construction de ce même territoire.

3. Les effets multiplicateurs

La figure suivante résume les principaux multiplicateurs qui ont été évalués.



Voici les principales conclusions qui en ressortent :

- ◆ les dépenses totales de 5,6 milliards de dollars entraînent un PIB au coût des facteurs de 4,7 milliards de dollars, soit un ratio de 0,85 appelé multiplicateur de revenu keynésien;
- ◆ une valeur ajoutée de 100 \$ dans les activités du secteur de la culture entraîne une valeur ajoutée de 36 \$ dans les autres secteurs de l'économie (fournisseurs);
- ◆ 100 emplois additionnels dans le secteur de la culture génèrent 44 emplois dans les entreprises des autres secteurs de l'économie (fournisseurs);
- ◆ 100 \$ dépensés dans les activités du secteur de la culture procurent 13 \$ en revenus gouvernementaux et 8 \$ en revenus de parafiscalité (CSST, assurance-emploi, etc.), soit un total de 21 \$.

La part québécoise de l'impact économique des activités du secteur de la culture, c'est-à-dire la part de l'impact économique du secteur excluant les importations, est estimée à 0,82 soit nettement plus que celle du secteur du tourisme qui est évaluée à 0,69.

4. Variation des retombées selon le groupe d'activités culturelles et le territoire

Les impacts économiques des activités du secteur de la culture varient sensiblement selon les trois groupes d'activités définis pour les fins de l'étude :

- ♦ le groupe « culture » présente les effets multiplicateurs les plus faibles, en particulier ceux de l'emploi (1,30) et, à un moindre degré, du revenu (0,84); par contre les retombées sur la valeur ajoutée sont plus élevées que celles sur la moyenne des quinze domaines (1,41);
- ♦ l'incidence du groupe « communications/médias » est des plus élevées, surtout pour ce qui est du revenu (0,88), de la valeur ajoutée (1,43) et des revenus gouvernementaux (0,16);
- ♦ l'impact du groupe « administrations publiques » est parmi les plus élevés, notamment en ce qui concerne la valeur ajoutée (1,87), l'emploi (1,78) et les revenus gouvernementaux (0,16); les retombées sur les revenus et les revenus de la parafiscalité demeurent autour des moyennes.

Groupes d'activités du secteur de la culture

Trois groupes d'activités ont été retenus pour les fins de la présente étude :

- la culture
- les communications/médias
- les administrations publiques
(paliers fédéral, provincial et municipal)

L'Annexe I donne le détail de la composition de chacun de ces groupes.

L'île de Montréal regroupe une très grande partie des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain. Les impacts économiques des activités culturelles de l'île de Montréal correspondent à environ 80 % de ceux des activités de l'ensemble des cinq régions, qu'il s'agisse des dépenses nettes d'opération, des emplois ou des revenus gouvernementaux.

5. La culture et les autres secteurs d'activité

Le tourisme est un secteur pour lequel il existe une étude d'impact portant sur la même année que l'année de référence de la présente étude, à savoir 1992-1993. La comparaison des résultats des deux études permet d'observer que la valeur ajoutée des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain correspond à

1,81 fois celle du secteur du tourisme de l'ensemble du Québec, à savoir 4,7 milliards de dollars pour la culture contre 2,6 milliards de dollars pour le tourisme. Il y a toutefois moins d'écart pour ce qui est des emplois, l'avantage des activités du secteur de la culture passant à 1,41 (89 916 emplois dans le secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain par rapport à 63 793 emplois dans le secteur du tourisme pour l'ensemble du Québec).

En valeur absolue, les activités du secteur de la culture ont donc un impact économique nettement plus important que celles du secteur du tourisme, du moins pour l'année 1992-1993, tant en termes de valeur ajoutée que d'emplois.

Comparaison des impacts économiques des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain avec les activités du secteur du tourisme de tout le Québec, 1992-1993*		
Secteurs	Emplois (nombre)	Valeur ajoutée (milliards \$)
Culture	89 916	4,7
Tourisme	63 793	2,6

* Les données sur les activités du secteur de la culture portent sur les cinq régions du Montréal métropolitain alors que celles sur les activités du secteur du tourisme couvrent l'ensemble du Québec.

Il est intéressant également de comparer la valeur des effets multiplicateurs. Le tableau ci-dessous montre que les activités de la culture ont des effets multiplicateurs moindres que ceux des activités du tourisme mais plus élevés que ceux des activités d'autres secteurs tertiaires.

Comparaison des effets multiplicateurs des activités du secteur de la culture avec ceux des activités d'autres secteurs, 1992-1993 *		
Secteurs	Emploi	Valeur Ajoutée
Culture	1,44	1,36
Tourisme	1,59	1,83
Intermédiaires financiers	1,39	1,27
Services de santé	1,23	1,19
Services personnels	1,24	1,36

* Les données sur les activités du secteur de la culture portent sur les cinq régions du Montréal métropolitain alors que celles sur les autres secteurs couvrent l'ensemble du Québec.

On remarque que le multiplicateur de valeur ajoutée du secteur de la culture dépasse ceux des secteurs des intermédiaires financiers et des services de santé mais est égal à celui du secteur des services personnels; il est toutefois nettement inférieur à celui du secteur du tourisme. Il en est de même du multiplicateur d'emploi du secteur de la culture qui est nettement plus élevé que ceux de tous les autres secteurs; encore ici le secteur du tourisme constitue l'exception. En somme, les impacts économiques des activités du secteur de la culture démontrent qu'il s'agit d'un secteur performant dans le spectre économique métropolitain et québécois.

A. L'ÉTUDE D'IMPACT ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

La présente étude comprend quatre parties :

- ♦ la première décrit le mandat et le cadre méthodologique de l'étude;
- ♦ la seconde contient une brève présentation des activités du secteur de la culture;
- ♦ la troisième résume les impacts économiques du secteur de la culture;
- ♦ la quatrième compare les impacts des activités du secteur de la culture à ceux d'autres secteurs d'activités.

1. LE MANDAT ET LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉTUDE

Le mandat de réaliser cette étude d'impact a été confié au Bureau de la statistique du Québec (BSQ) par les trois paliers de gouvernements, à savoir le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et la Ville de Montréal; nous avons, pour notre part, reçu le mandat de produire le rapport faisant état des principaux résultats de l'étude d'impact produite par le BSQ, mandat qui consiste à « produire un document faisant état des impacts économiques des secteurs de la culture et des communications (médias) pour l'île de Montréal et la grande région de Montréal et à les comparer aux résultats de l'étude d'impacts économiques faite pour ces mêmes secteurs pour l'ensemble du Québec ».

Le calcul des impacts est basé sur les simulations³ réalisées par le BSQ à partir de son modèle intersectoriel. Il est important de noter que les données de base de l'étude portent sur l'année 1992-1993, choix qui a été fait au départ afin de pouvoir établir les comparaisons avec l'étude couvrant l'ensemble du Québec publiée par le ministère de la Culture et des Communications en 1996.

L'auteur a jugé utile de comparer l'impact économique des activités du secteur de la culture à celui des activités d'autres secteurs de l'économie, notamment le tourisme et les branches du tertiaire ayant une affinité avec le secteur de la culture.

³ Étude d'impact économique pour le Québec des activités culturelles du regroupement des régions de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie pour l'année 1992-1993.
Étude d'impact économique pour le Québec des activités culturelles de la région de l'île de Montréal pour l'année 1992-1993.
Étude d'impact économique pour le Québec du regroupement des activités culturelles des fêtes populaires, festivals et événements majeurs des régions de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie pour l'année 1992-1993.
Étude d'impact économique pour le Québec du regroupement des activités culturelles des fêtes populaires, festivals et événements majeurs de la région de l'île de Montréal pour l'année 1992-1993.

1.1 Le territoire

L'étude porte sur l'ensemble des cinq régions administratives qui composent, en tout ou en partie, la région métropolitaine de Montréal; ce choix a été fait au point de départ pour rendre compte de la réalité de la grande région de Montréal, étant donné la non-disponibilité de données pour le découpage territorial de la métropole tel que défini par la Loi sur le ministère de la Métropole (territoire qui est un peu plus petit que le territoire de l'ensemble des cinq régions). Ces régions sont : l'île de Montréal (région 06), Laval (région 13), Laurentides (région 14), Lanaudière (région 15) et Montérégie (région 16). Signalons d'entrée de jeu que les données relatives à chacun des domaines et sous-domaines d'activités culturelles n'étaient pas toujours disponibles pour chacune de ces cinq régions, sauf pour celle de l'île de Montréal.

Ces cinq régions administratives ont un poids très important puisqu'elles regroupent près de 60 % de la population et de l'emploi de tout le Québec; elles assurent également près des deux tiers des expéditions manufacturières du Québec. Le tableau 1 ci-dessous présente les principales caractéristiques de chacune des cinq régions et de l'ensemble du Québec. Nous avons retenu les données de l'année 1991 (sauf pour les expéditions manufacturières) afin de pouvoir effectuer des comparaisons avec notre étude d'impact qui porte sur l'année 1992-1993. Des données pour l'année 1996 sont disponibles au début de l'Annexe II.

Tableau 1
Principales caractéristiques des cinq régions du Montréal métropolitain, 1991

Régions	Population 1991	Expéditions manufactu- rières 1992 (000 000 \$)	Emploi (000) 1991				Revenu moyen 1991
			Secteur Manufac- turier	Construction	Secteur tertiaire	Emploi total	
Montérégie (16)	1 207 450	14 339	130,2	38,7	428, 3	621,3	23 641
Montréal (06)	1 775 863	25 753	173,7	38,5	688, 5	904,6	23 116
Laval (13)	314 395	1 432	29,3	11,4	126, 4	168,4	24 286
Lanaudière (15)	335 460	1 554	31,8	14,7	111, 7	165,4	22 394
Laurentides (14)	381 831	1 941	33,8	16,0	135, 8	191,9	22 340
TOTAL 5 régions	4 014 999	46 019	398,8	119,3	1 490,7	2 061,6	23 165
Québec	6 907 508	69 220	609,9	208,1	2 489,0	3 440,8	22 391
5 régions / Québec	58,1 %	65,0 %	65,3 %	57,2 %	59,8 %	59,6 %	1,03
Montréal / 5 régions	44,2 %	57,2 %	43,5 %	32,2 %	46,1 %	44,0 %	99,8

Source : Le Québec chiffres en main, édition 1995

L'île de Montréal occupe une position dominante parmi les cinq régions aussi bien en termes de population que d'emplois et de valeurs des expéditions manufacturières. Mais on verra plus loin que la prépondérance de l'île de Montréal est encore plus nette en ce qui concerne les activités du secteur de la culture.

1.2 La comparaison avec l'ensemble du Québec et l'île de Montréal

La comparaison de l'impact économique des activités du secteur de la culture dans les cinq régions du Montréal métropolitain avec celui portant sur l'ensemble du Québec a suscité des difficultés majeures qu'il convient ici de préciser.

Le ministère de la Culture et des Communications a procédé, en 1996, à une étude d'impact économique du secteur de la culture et des communications⁴. L'année de référence pour la cueillette des données pour cette étude était 1992-1993, la seule qui permettait d'obtenir le plus grand nombre d'informations. Il était donc logique, pour des fins de comparaison, que l'étude d'impact des activités du secteur de la culture dans les cinq régions du Montréal métropolitain porte aussi sur l'année 1992-1993.

Les activités du secteur de la culture comprennent quinze domaines (livre, patrimoine, film, etc.). Chaque domaine comprend des sous-domaines dont on trouvera la liste détaillée à l'Annexe I. Or, au moment de la cueillette de données, il s'est avéré que les données relatives à certains des sous-domaines n'étaient pas toujours disponibles en fonction du découpage territorial retenu (l'île de Montréal et les quatre régions périphériques constituant ce que nous appelons les cinq régions du Montréal métropolitain); par ailleurs, pour certains autres sous-domaines, des données ont pu être obtenues pour les cinq régions du Montréal métropolitain alors que cela n'avait pas été le cas pour l'ensemble du Québec. Par conséquent, dans au moins onze domaines sur quinze, les résultats ne pouvaient être comparés.

Cette difficulté était imprévisible au point de départ. Comme la précision et la crédibilité des résultats devaient prévaloir par-dessus tout, il a fallu malheureusement abandonner le projet de comparer les résultats relatifs aux cinq régions avec ceux portant sur l'ensemble du Québec. Cette issue suggère des observations dont il sera fait part en conclusion de ce document.

- Par ailleurs, l'étude a permis de mettre en relief les comparaisons entre l'ensemble des cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal. C'est un de ses principaux volets et il occupe une place importante dans le présent document. En fait, le parallèle entre ces deux entités géographiques a été exploité chaque fois que les données étaient disponibles. Les résultats confirment la nette prédominance de l'île de

⁴

Impact économique du secteur de la culture et des communications, ministère de la Culture et des Communications, novembre 1996, rédaction : Gaétan Hardy.

1.3 Les limites de l'étude :

Cette étude doit être lue en tenant compte de certaines observations relatives à la cueillette des données et aux limites méthodologiques.

♦ **La cueillette des données**

Premièrement, il convient de noter que les données sur chacun des quinze domaines culturels sont des minimums; elles sont donc basées sur des évaluations prudentes et conservatrices.

Deuxièmement, l'importance économique de certains domaines a été sous-estimée car les données n'étaient pas disponibles pour chacun des sous-domaines les constituant. Ce fut le cas, par exemple, du domaine des arts visuels et métiers d'art pour lequel les statistiques demeurent incomplètes.

Troisièmement, les données sur l'impact économique ne comprennent pas les dépenses d'immobilisations; les dépenses considérées ne couvrent donc que les déboursés relatifs au fonctionnement des organisations.

Quatrièmement, les dépenses dont il est question sont celles des entreprises et organismes culturels et non celles des consommateurs. Par exemple, les dépenses des musées reflètent l'ensemble des débours tels qu'estimés par les directions des musées et non les dépenses effectuées par les consommateurs ou les visiteurs.

♦ **Les limites méthodologiques**

Cette étude d'impact est basée sur le modèle intersectoriel du Québec qui comporte des limites inhérentes à sa nature même. Voici les principales limites telles que mentionnées dans les documents du BSQ⁵ :

- « Le modèle se réfère à une technologie fixe... Ainsi, il n'y a pas d'économie d'échelle, peu importe qu'un secteur produise pour 1 M\$ ou pour 100 M\$. »
- « Le modèle suppose que les secteurs productifs n'ont pas besoin de nouveaux investissements en construction ou machines et matériel pour répondre à une demande

⁵

Étude d'impact économique pour le Québec des activités culturelles du regroupement des régions de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie pour l'année 1992-1993, pages 10 et 11.

supplémentaire en biens et services et que l'infrastructure existante peut combler tous les besoins industriels. Les secteurs ne connaissent aucune limite dans leur capacité de production. »

- « Le modèle est statique plutôt que dynamique, car les équations du modèle ne font pas référence à la durée de la propagation de la demande... Ainsi, les résultats s'interprètent en dollars de l'année courante comme si l'impact se réalisait complètement durant l'année de référence du choc initial. »
- « Le modèle est linéaire de telle sorte que les effets directs, indirects et totaux doublent lorsque le montant injecté dans l'économie double. »
- « Le modèle est ouvert car il ne tient pas compte de l'accroissement de l'activité économique provenant de l'accroissement de revenus tels les salaires et gages, les autres revenus bruts et recettes fiscales. Les effets totaux calculés par le modèle ne comptabilisent pas ces effets induits. »

Comme l'indique le BSQ, le modèle intersectoriel demeure « un instrument économique classique, fiable et souvent irremplaçable. »

2. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE

L'étude d'impact porte sur quinze domaines d'activités du secteur de la culture qui appartiennent aux trois groupes suivants :

- la culture;
- les communications/médias;
- les administrations publiques.

Le tableau 2 présente les quinze domaines par groupe; les administrations publiques constituent à la fois un domaine et un groupe. Le tableau de l'Annexe I contient une définition descriptive et exhaustive de chacune des activités du secteur de la culture.

Tableau 2
Répartition des domaines culturels selon les trois groupes

GROUPES	DOMAINES
Groupe « culture »	▪ livre; ▪ patrimoine; ▪ arts d'interprétation; ▪ arts visuels et métiers d'art; ▪ design et mode; ▪ film; ▪ phonogramme; ▪ enseignement culturel; ▪ fêtes et festival culturels.*
Groupe « communications/médias »	▪ médias écrits; ▪ télévision; ▪ radiodiffusion; ▪ télédistribution; ▪ publicité.
Groupe « administrations publiques » **	

* Dans l'étude d'impact générale, le domaine des fêtes et festivals exclut les événements majeurs (comme les grands festivals d'été) qui constituent de loin l'activité la plus importante de ce domaine. Une étude d'impact spécifique a été menée sur ce domaine en incluant cette fois les événements majeurs; les résultats sont présentés dans la quatrième section.

** Les administrations publiques comprennent le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral et les administrations locales.

Le groupe « culture » accapare plus de la moitié des dépenses d'opération et des deux tiers des emplois de l'ensemble du secteur. Le groupe « communications/médias » rassemble, pour sa part, 30 % des dépenses et 19 % des emplois. Les activités du secteur de la culture sont fortement soutenues par les administrations publiques, groupe où se concentrent 19 % des dépenses et 14 % des emplois. Ainsi, globalement, les groupes « culture » et « communications/médias » sont responsables de 81 % des dépenses et 86 % des emplois. L'unité de mesure des emplois est la personne/année, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné.

Le tableau 3 montre qu'il y a peu de différences entre les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, si ce n'est que la proportion d'emplois dans le groupe « administrations publiques » est plus élevée dans l'île de Montréal (17 % contre 14 %); de même le pourcentage d'emplois dans le groupe « culture » est plus faible dans l'île de Montréal (63 % par rapport à 67 %). La plus forte concentration tient au fait que la plupart des services des administrations québécoise et fédérale sont largement concentrés dans l'île de Montréal.

L'écart sensible entre les pourcentages relatifs aux dépenses d'opération et aux emplois révèle que les salaires dans le groupe « culture » sont plus faibles que ceux prévalant dans les autres groupes.

Tableau 3
Répartition des dépenses d'opération et des emplois
dans les groupes de domaines d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993

Groupes de domaines	5 régions de Montréal		Île de Montréal	
	Dépenses	Emplois	Dépenses	Emplois
Groupe « culture »	51 %	67 %	49 %	63 %
Groupe « communications/médias »	30 %	19 %	30 %	20 %
Groupe « administrations publiques »	19 %	14 %	21 %	17 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %

Deux faits ressortent à l'examen de ces quinze domaines :

- le poids des activités est très inégal : dans les cinq régions du Montréal métropolitain, environ 64 % des dépenses d'opération et 68 % des emplois des quinze domaines sont concentrés dans six domaines;
- les activités sont fortement concentrées dans l'île de Montréal.

Ces deux faits font l'objet d'un examen spécifique.

2.1 Poids inégal des activités

Les quinze domaines ont chacun une importance très variable. Au-delà des trois groupes, l'essentiel de la vie culturelle, en termes de dépenses d'opération et d'emplois, se concentre dans six domaines. Le groupe « administrations publiques » a été exclu de manière à dégager une image plus exacte des domaines « producteurs ».

Dans les cinq régions du Montréal métropolitain, 64 % des dépenses d'opération et 74 % des emplois des quinze domaines des activités culturelles sont concentrés dans les six domaines présentés au tableau 4 ci-après. On observe généralement le même phénomène dans l'île de Montréal. Le domaine du design et mode apparaît toutefois moins présent dans l'île de Montréal, vraisemblablement parce que la cueillette des données a été effectuée en fonction du lieu de résidence et non du lieu de travail (autres informations au point 2.2).

Il ressort de ce tableau que 43 % des dépenses sont effectuées dans des domaines du groupe « culture » et quelque 20 % dans les domaines du groupe « communications/médias ».

La répartition des emplois est sensiblement différente d'un groupe à l'autre; le groupe « communications/médias » n'offre que 14,2 % des emplois, contre 59,5 % pour le groupe « culture ». Ces différences donnent à penser que le niveau des salaires moyen est moins élevé en arts d'interprétation et en design et mode que dans le livre, le film, les

médias écrits et la publicité. On observe à peu près les mêmes proportions pour l'île de Montréal.

Tableau 4
Répartition en pourcentage des dépenses d'opération et des emplois
dans les six principaux domaines culturels,
les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993

Domaines	5 régions de Montréal		Île de Montréal	
	Dépenses (%)	Emplois (%)	Dépenses (%)	Emplois (%)
Design et mode « culture »	16,0	32,7	11,9	25,7
Livre « culture »	12,3	9,2	12,1	9,1
Film « culture »	11,3	7,5	12,6	9,0
Médias écrits « communications/médias »	10,2	6,7	12,3	8,5
Publicité « communications/médias »	10,0	7,5	7,5	5,9
Arts d'interprétation « culture »	3,8	10,1	4,2	11,5
Total	63,6	73,7	60,6	69,7

Tableau 5
Répartition en pourcentage des dépenses d'opération et des emplois
dans huit domaines culturels,
les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993

Domaines	5 régions de Montréal		Île de Montréal	
	Dépenses %	Emplois %	Dépenses %	Emplois %
Télédistribution « communications/médias »	4,4	1,6	4,8	1,8
Télévision « communications/médias »	3,7	2,2	4,5	2,9
Phonogramme « culture »	2,6	1,8	3,1	2,1
Enseignement culturel « culture »	2,1	1,9	2,3	2,2
Patrimoine « culture »	1,7	2,6	1,8	2,9
Radiodiffusion « communications/médias »	1,5	1,2	1,4	1,2
Arts visuels et métiers d'art « culture »	0,7	0,8	0,6	0,9
Fêtes et festivals « culture »	0,2	0,3	0,0	0,0
Total	17,0	12,5	18,6	13,8

Les huit autres domaines se partagent 17 % des dépenses et plus de 12 % des emplois dans les cinq régions du Montréal métropolitain. Le tableau 5 montre qu'il y a une majorité de domaines culturels dont le poids économique est faible; aucune de ces activités ne représente plus de 5 % de l'ensemble des dépenses ou des emplois (ces activités comprennent certaines des activités les plus couramment associées à la création culturelle).

2.2 La concentration des activités sur l'île de Montréal

En ce qui concerne la concentration des activités culturelles, deux observations ressortent :

- l'île de Montréal accapare une très grande part des activités culturelles des cinq régions du Montréal métropolitain : elle regroupe 78 % des emplois et 82 % des dépenses d'opération;
- c'est le groupe « administrations publiques » qui affiche la plus forte concentration sur l'île de Montréal (emplois 94 % et dépenses 88 %), suivie du groupe « communications/médias » (82 % des emplois et 84 % des dépenses), et du groupe « culture » (emplois 74 % et dépenses 79 %).

Le tableau 6 ci-après présente pour chacun des quinze domaines d'activités culturelles le degré de concentration sur l'île de Montréal; trois remarques s'en dégagent :

- la concentration est nettement inférieure à la moyenne dans seulement deux domaines : la publicité et le design et la mode, avec chacun 61 %; l'une des raisons invoquées pour l'expliquer serait que ce pourcentage soit lié aux caractéristiques de la cueillette des données, laquelle aurait été réalisée en fonction du lieu de résidence et non du lieu de travail, tel qu'expliqué dans la méthodologie;
- la concentration est totale dans le domaine de la télévision (100 %) et presque complète dans le domaine des médias écrits (99 %);
- la faible concentration de 8 % des fêtes et festivals culturels tient à la définition de ce domaine dans l'Étude générale qui exclut les événements majeurs, ceux-ci ayant été définis comme des sous-domaines de divers domaines culturels et intégrés dans ces domaines (voir la méthodologie); or, comme il sera précisé plus loin, les événements majeurs se déroulent presque exclusivement sur l'île de Montréal (voir la partie B du présent rapport qui traite de l'étude spécifique qui a été faite sur une définition élargie du domaine des Fêtes et Festivals incluant les Événements majeurs).

Tableau 6
Répartition des dépenses et des emplois par domaine culturel,
île de Montréal par rapport aux cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993

Domaines	île de Montréal / 5 régions	
	Dépenses (%)	Emplois (%)
Livre	81	77
Patrimoine	86	85
Arts d'interprétation	92	89
Arts visuels et métiers d'art	70	91
Design et mode	61	61
Film	92	93
Phonogramme	98	96
Enseignement culturel	88	89
Fêtes et festivals	8	8
Total groupe « culture »	79	74
Médias écrits	99	99
Télédiffusion	100	100
Radiodiffusion	77	79
Téledistribution	89	87
Publicité	61	61
Total groupe « communications/médias »	84	82
Total groupe « administrations publiques »	88	94
GRAND TOTAL (quinze domaines)	82	78

3. LES IMPACTS ÉCONOMIQUES DES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE

Plusieurs indices peuvent être utilisés pour mesurer les impacts économiques des activités du secteur de la culture. Voici les principales questions auxquelles la présente étude a cherché à répondre :

- ♦ quel est l'impact total en termes de dépenses, d'emplois et de revenus gouvernementaux des activités du secteur de la culture? Comment cet impact se compare-t-il en terme de PIB à celui des activités d'autres secteurs de l'économie?
- ♦ quels sont les impacts attribuables aux entreprises et organismes culturels eux-mêmes (effets directs) et ceux provenant des autres secteurs de l'économie qui fournissent des biens et des services aux entreprises et organismes culturels (effets indirects)?
- ♦ quel est l'effet multiplicateur des activités du secteur de la culture?

Par exemple, une dépense de 100 \$ dans les activités culturelles génère quels impacts dans les autres secteurs de l'économie? Ou encore, 100 emplois (personnes-année) additionnels dans les activités du secteur de la culture entraînent combien d'emplois dans le reste de l'économie?

- ♦ quelle est la part québécoise de l'impact des activités du secteur de la culture?

Si la production des activités d'un secteur économique implique des importations importantes de biens et services, l'impact au Québec s'en trouvera diminué; il est donc d'usage d'évaluer le « contenu québécois » de l'impact des activités des secteurs économiques, ce qui a été fait ici pour le secteur de la culture. Mais comme l'expression « contenu québécois » a un tout autre sens dans le milieu culturel, elle a été remplacée dans la présente étude par l'expression « part québécoise de l'impact ».

- ♦ dans quelle mesure les impacts économiques des activités du secteur de la culture sont-ils concentrés dans l'île de Montréal?

Cette section sur les impacts sera donc traitée suivant les quatre points suivants :

- ♦ les incidences globales (dépenses, emplois, revenus gouvernementaux, etc.);
- ♦ les multiplicateurs (revenu, emplois, etc.);
- ♦ la part québécoise de l'impact;
- ♦ les impacts dans l'île de Montréal.

3.1 Les incidences globales

Les activités du secteur de la culture ont un impact économique impressionnant; elles génèrent :

- **5,6 milliards \$** de dépenses totales d'opération (ou 5,3 milliards \$ de dépenses nettes, c'est-à-dire moins les subventions);
- **89 916 emplois** (personnes/année);
- **1,181 milliards \$** de revenus gouvernementaux, soit 670 M\$ au Québec et 511 M\$ au Fédéral.

Définition des termes

Dépenses d'opération :

Elles correspondent à l'ensemble des dépenses effectuées par les entreprises et organismes culturels ainsi que par les entreprises des autres secteurs de l'économie qui fournissent des biens et des services aux entreprises et organismes culturels. Les dépenses d'opération comprennent les salaires et gages avant impôt ainsi que les autres revenus avant impôt (par exemple, la rémunération de l'employeur, les charges patronales et les avantages sociaux). On distingue les dépenses brutes (incluant les subventions) des dépenses nettes (excluant les subventions).

Emplois :

L'unité de mesure utilisée dans le modèle pour la main-d'œuvre est la personne-année, définie par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an dans le secteur concerné. Cette unité de mesure constitue une normalisation du travail annuel d'une personne de telle sorte que les résultats peuvent être très différents de ceux obtenus en se référant au nombre de personnes employées. Ce type de mesure normalisée sous-estimerait nécessairement le nombre d'emplois réellement créés dans des secteurs où beaucoup de ces emplois ont un caractère saisonnier, comme c'est le cas du secteur de la culture.

Revenus des gouvernements :

Ils se composent des taxes indirectes, des parafiscalités et des impôts sur les salaires et gages. Il s'agit ici de revenus bruts pour chaque palier de gouvernement car les subventions n'ont pas été déduites (voir la définition de la parafiscalité à la fin de cette troisième partie).

Les dépenses brutes totales consacrées aux activités du secteur de la culture dans les cinq régions du Montréal métropolitain sont estimées à 5,6 milliards de dollars.

Mais l'impact réel en termes de dépenses est moins élevé car une partie de cette somme, soit 864 M\$ ou 16 %, constitue des fuites ou des pertes. Il s'agit tout d'abord des importations en biens et services qui seront requises pour assurer le fonctionnement des entreprises et organismes culturels des cinq régions. Ces importations sont importantes; elles atteignent 730 M\$. Les pertes comprennent également des taxes indirectes (TVQ, TPS, taxes sur les carburants, etc.) évaluées à 134 M\$, qui ne sont pas réintroduites dans l'économie. L'impact réel serait donc de 4,7 milliards de dollars; ce montant correspond au produit intérieur brut (PIB) au coût des facteurs des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain.

Ce PIB des activités du secteur de la culture comprend l'ensemble des salaires et gages avant impôt ainsi que les autres revenus avant impôt (par exemple, la rémunération de l'employeur, les charges patronales et les avantages sociaux) comptabilisés ici au Québec. Les salaires sont ceux des entreprises culturelles ainsi que de leurs fournisseurs. L'expression valeur ajoutée au coût des facteurs est aussi utilisée comme l'équivalent du PIB au coût des facteurs. Le PIB au coût des facteurs peut être complété par le PIB au prix du marché qui tient compte des subventions, qu'il faut retrancher, et des taxes indirectes (TVQ, TPS, taxes sur les carburants, etc.), qu'il faut ajouter. Pour l'ensemble du Québec, le PIB au prix du marché est supérieur (de 14 %) au PIB au coût des facteurs de l'ensemble des secteurs d'activité économique. C'est l'inverse en ce qui concerne les activités du secteur de la culture, car les subventions sont plus élevées que les taxes indirectes.

Le tableau 7 suivant présente les principales composantes de l'impact réel de ces dépenses d'opération.

Tableau 7 Composantes de l'impact économique des dépenses totales nettes de subventions de 5,3 milliards de dollars dans les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993	
Composantes	000 \$
1. Salaires et gages avant impôt	2 798 254
2. Autres revenus bruts avant impôt	1 977 956
3. Produit intérieur brut au coût des facteurs (ou valeur ajoutée au coût des facteurs) (1 + 2)	4 776 210
4. Taxes indirectes	133 810
5. Subventions	- 338 918
6. Produit intérieur brut au prix du marché (3 + 4 - 5)	4 571 102
7. Importations	730 422
8. Dépenses nettes de subventions (6 + 7)	5 301 524

Les dépenses totales de 5,6 milliards de dollars sont obtenues en ajoutant les subventions aux dépenses nettes de 5,3 milliards de dollars.

Le PIB de 4,7 milliards de dollars des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain a une importance très appréciable comparé à celui d'autres secteurs de l'économie. Malheureusement, il n'existe pas d'évaluations régionalisées du PIB. Aussi faut-il s'en remettre à des données qui portent sur l'ensemble du Québec. Les comparaisons sont d'autant plus impressionnantes. Voici quelques exemples⁶ :

⁶

Les données provenant de l'étude d'impact et celles portant sur le PIB de l'ensemble du Québec ne sont pas basées sur les mêmes méthodologies; leurs comparaisons expriment donc d'abord et avant tout un ordre de grandeur et non une mesure exacte. Comptes économiques annuels du Québec : PIB par industrie, 1992, BSQ.

- le PIB au coût des facteurs des activités du secteur de la culture des cinq régions du Montréal métropolitain est aussi élevé que celui des secteurs des transports et de l'entreposage (4,7 milliards de dollars) de tout le Québec;
- il est presque trois fois plus élevé que celui du secteur de l'agriculture pour l'ensemble du Québec;
- il est presque égal à celui de la totalité du secteur électricité, gaz et eau;
- Il correspond également à 10,6 % de l'ensemble des expéditions manufacturières des cinq régions du Montréal métropolitain.

Cet impact de 4,7 milliards de dollars et de 89 916 emplois comporte des effets directs qui comprennent les dépenses attribuables aux entreprises culturelles elles-mêmes, ainsi que des effets indirects qui correspondent aux dépenses effectuées par les fournisseurs des entreprises culturelles et des fournisseurs de ces fournisseurs. L'impact total de 4,7 milliards de dollars équivaut donc aux effets totaux (directs plus indirects).

Définition des termes

Salaires et gages avant impôts

Ils correspondent à la rémunération brute des salariés. Les estimations sont établies avant toutes déductions telles que l'impôt, l'assurance-emploi, etc.

Autres revenus bruts avant impôts

Ils comprennent la rémunération de l'entrepreneur (sauf l'entrepreneur individuel), la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation du matériel et des bâtiments), les intérêts divers ainsi que les autres frais (charges patronales, bénéfices marginaux, etc.).

Produit Intérieur brut (PIB) au coût des facteurs

Il s'agit d'une mesure globale de la production d'un secteur ou d'un domaine permettant d'évaluer et de mesurer la contribution nette des entreprises à la production intérieure québécoise. Elle est obtenue en additionnant les salaires et gages avant impôt, le revenu net des entreprises individuelles (gains des propriétaires individuels au titre de leur propre entreprise) et les autres revenus bruts avant impôts. Cette notion correspond à celle de la valeur ajoutée au coût des facteurs.

Taxes Indirectes

Ce sont les paiements versés aux administrations fédérale et québécoise suite à des achats en biens et services des secteurs. Elles comprennent la taxe de vente québécoise (TVQ), la taxe de vente fédérale (TPS), ainsi que les taxes particulières comme les taxes et droits d'accises fédéraux et les taxes québécoises sur les carburants, les boissons alcoolisées et les produits du tabac.

Les montants des taxes de vente correspondent aux sommes versées moins les remboursements des gouvernements.

Subventions

Elles comprennent principalement les paiements par les administrations québécoises et fédérale pour favoriser des productions particulières.

Produit Intérieur brut au prix du marché

C'est une mesure qui retient essentiellement les dépenses finales en biens et services d'un secteur ou domaine. Elle s'obtient en ajoutant au produit intérieur brut au coût des facteurs les taxes indirectes et en soustrayant les sommes reçues en subventions par les entreprises du secteur.

Importations

Les importations représentent la contribution du secteur extérieur (international et interprovincial) pour approvisionner les secteurs de l'économie québécoise en biens et services.

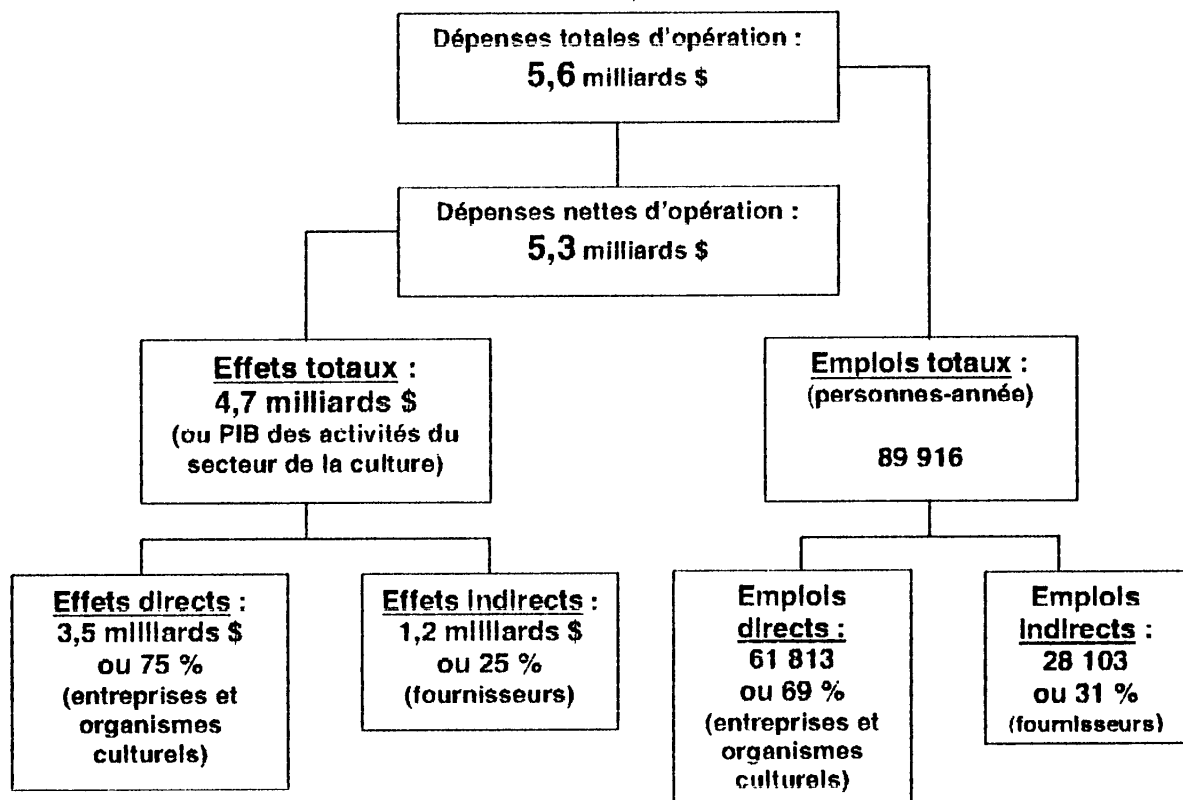
Effets directs

Ils constituent l'incidence des dépenses effectuées par les entreprises et les organismes culturels eux-mêmes. Il peut s'agir de traitements et salaires versés aux employés, des bénéfices réalisés, des achats nécessaires au fonctionnement ou des taxes et impôts payés.

Effets Indirects

Ils représentent l'incidence des dépenses subséquentes effectuées par les fournisseurs de biens et services aux entreprises et organismes culturels et par les fournisseurs de ces fournisseurs.

Figure 1
L'impact économique des activités du secteur de la culture
des cinq régions du Montréal métropolitain en termes de dépenses et d'emplois,
1992-1993



Les effets directs sont naturellement les plus importants, à savoir environ 75 % des effets totaux pour les dépenses; ce qui signifie que les effets produits par les biens et services des autres secteurs de l'économie qui alimentent les entreprises culturelles équivalent au quart du PIB des activités du secteur de la culture. Les emplois directs représentent une proportion moins élevée, soit 69 %; il s'ensuit que les 28 103 emplois indirects équivalent à quelque 31 % des emplois totaux (directs et indirects) générés par les quinze domaines d'activités culturelles.

Les emplois directs atteignent un niveau important. Ils correspondent à plus de 15 % de l'ensemble des emplois manufacturiers des cinq régions du Montréal métropolitain et à environ 52 % des emplois du secteur de la construction de ce même territoire.

3.2 Les multiplicateurs

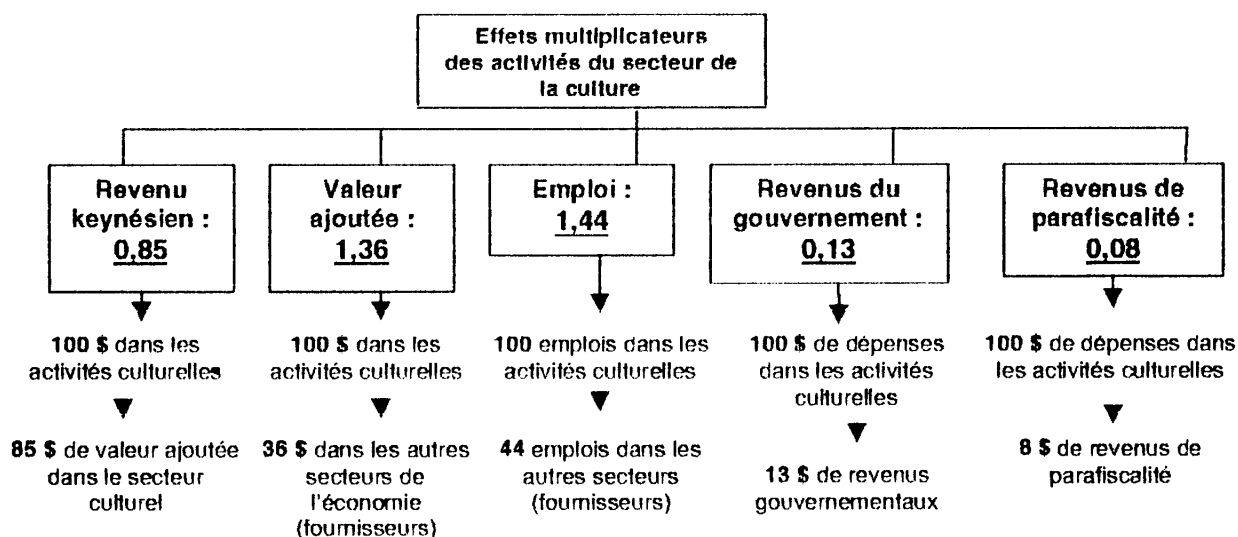
Il est possible maintenant d'évaluer les effets multiplicateurs des activités du secteur de la culture. Les données fournies par le modèle intersectoriel du Québec permettent de calculer plusieurs types de multiplicateurs. Cinq multiplicateurs ont été retenus ici :

- ♦ du revenu keynésien;
- ♦ d'emploi;
- ♦ de la valeur ajoutée;
- ♦ des revenus gouvernementaux;
- ♦ de la parafiscalité.

Le tableau 8 plus loin indique les multiplicateurs pour chacun des quinze domaines. Voici les principales conclusions qui en ressortent et qui sont illustrées dans la figure 2 :

- ♦ les dépenses totales de 5,6 milliards de dollars entraînent un PIB au coût des facteurs de 4,7 milliards de dollars, soit un ratio de 0,85 appelé multiplicateur de revenu keynésien;
- ♦ une valeur ajoutée de 100 \$ dans les activités du secteur de la culture entraîne une valeur ajoutée de 36 \$ dans les autres secteurs de l'économie (fournisseurs);
- ♦ 100 emplois additionnels dans le secteur de la culture génèrent 44 emplois dans les entreprises des autres secteurs de l'économie (fournisseurs);
- ♦ 100 \$ dépensés dans les activités du secteur de la culture procurent 13 \$ en revenus gouvernementaux et 8 \$ en revenus de parafiscalité (CSST, assurance-emploi, etc.), soit un total de 21 \$.

Figure 2
Effets multiplicateurs des activités du secteur de la culture
dans les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993



Définition des termes

Le multiplicateur de revenu keynésien

C'est le rapport entre la valeur ajoutée totale au coût des facteurs et les dépenses totales d'opération ou la dépense initiale. Pour l'ensemble des domaines culturels, le multiplicateur de revenu est de 0,85 (4 765 600 M\$). Il est toujours inférieur à l'unité.

Le multiplicateur d'emploi

C'est le rapport entre les effets totaux et les effets directs sur le niveau de main-d'œuvre. Le multiplicateur d'emploi en personnes-année est de 1,44 (89 916/62 409) pour l'ensemble des domaines culturels.

Multiplicateur de valeur ajoutée (PIB au coût des facteurs)

C'est le rapport entre les effets totaux et les effets directs sur la valeur ajoutée au coût des facteurs. Le multiplicateur de la valeur ajoutée des activités du secteur de la culture est de 1,36 (4 776/3 513 M\$).

Multiplicateur des revenus des gouvernements

C'est le rapport entre les revenus des gouvernements et la dépense initiale ou les dépenses totales d'opération. Le multiplicateur est de 0,13 (750/5 600 M\$) pour les activités du secteur de la culture.

Multiplicateur de la parafiscalité

C'est le rapport entre les revenus perçus au titre de la parafiscalité et la dépense initiale. La parafiscalité comprend les quatre éléments suivants :

- 1 les cotisations à la Commission de la santé et de la sécurité au travail (CSST);
- 2 les contributions au Fonds des services de santé (FSS);
- 3 les contributions à la Régie des rentes du Québec (RRQ);
- 4 les contributions au régime de l'assurance emploi.

Le multiplicateur de revenus de parafiscalité est de 0,08 (432/5 600 M\$) pour les activités du secteur de la culture.

Mais ces effets multiplicateurs varient sensiblement d'un domaine culturel à l'autre. Le tableau ci-après présente une synthèse des cinq multiplicateurs pour chacun des quinze domaines du secteur culturel.

Tableau 8
Effets multiplicateurs des quinze domaines d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993

Domaines	Revenu keynésien	Emploi	Valeur ajoutée	Revenus des gouvernements	Revenus de la parafiscalité
Livre	0,81	1,59	1,46	0,12	0,07
Patrimoine	0,92	1,10	1,11	0,20	0,11
Arts d'interprétation	0,93	1,07	1,17	0,05	0,09
Arts visuels et métiers d'art	0,81	1,46	1,71	0,07	0,06
Design et mode	0,92	1,15	1,27	0,13	0,10
Film	0,69	1,91	2,25	0,10	0,06
Phonogramme	0,72	1,72	1,56	0,07	0,06
Enseignement culturel	0,97	1,18	1,11	0,27	0,09
Fêtes et festivals	0,91	1,16	1,25	0,05	0,07
Total groupe « culture »	0,83	1,30	1,42	0,12	0,08
Médias écrits	0,89	1,53	1,36	0,14	0,07
Télévision	0,91	1,63	1,46	0,14	0,07
Radiodiffusion	0,89	1,64	1,72	0,18	0,08
Télédistribution	0,89	2,53	1,53	0,12	0,06
Publicité	0,86	1,58	1,42	0,16	0,07
Total groupe « communications / médias »	0,88	1,65	1,43	0,14	0,07
Total groupe « administrations publiques »	0,85	2,01	1,14	0,16	0,08
GRAND TOTAL (les quinze domaines)	0,85	1,44	1,35	0,13	0,08

Plusieurs constatations s'en dégagent. Tout d'abord, les trois groupes de domaines montrent des différences importantes :

- ♦ l'impact du groupe « administrations publiques » est parmi les plus élevés, notamment en ce qui concerne l'emploi (2,01) et les revenus gouvernementaux (0,16); les retombées sur les revenus et les revenus de la parafiscalité demeurent autour des moyennes;
- ♦ le groupe « culture » présente les effets multiplicateurs les plus faibles, en particulier ceux de l'emploi (1,30) et, à un moindre degré, du revenu (0,83); par contre les retombées sur la valeur ajoutée sont plus élevées que celles sur la moyenne des quinze domaines (1,42);
- ♦ l'incidence du groupe « communications/médias » est des plus élevées, surtout pour ce qui est du revenu (0,88) et de la valeur ajoutée (1,43).

Les différences sont plus accusées entre les domaines. Il importe de signaler que sur les quinze domaines, il n'y a que ceux du groupe « communications/médias » où les cinq multiplicateurs suivent systématiquement la même tendance, c'est-à-dire qu'ils sont tous au-dessus de la moyenne des quinze, sauf pour les revenus de la parafiscalité. Dans les autres domaines, un multiplicateur de revenu ou d'emploi élevé ne suppose pas nécessairement que les multiplicateurs de valeur ajoutée et de revenus gouvernementaux soient également élevés. Il y a toutes sortes de situations dont l'interprétation nécessite un examen attentif qui reste à compléter. En réalité, il n'y a pas de relations nécessaires entre les différents multiplicateurs.

La question se pose néanmoins : y a-t-il des domaines qui ont, dans l'ensemble, des effets multiplicateurs nettement plus élevés ou plus faibles que la moyenne? Le regroupement qui est suggéré ci-dessous n'est basé sur aucune pondération des multiplicateurs; il repose uniquement sur une évaluation approximative dont le but est de faire ressortir les situations extrêmes. Il ne s'agit donc pas d'une hiérarchisation des domaines. Il est utile dans la mesure où il montre les fortes variations des divers multiplicateurs d'un domaine à l'autre. La compréhension de ces écarts nécessiterait une analyse plus poussée.

- ♦ **Les domaines ayant des effets multiplicateurs importants**

- **le film**

Bien que trois des multiplicateurs soient en dessous de la moyenne (revenu : 0,69, revenus gouvernementaux : 0,10 et revenus de parafiscalité : 0,06), les deux autres sont très élevés, soit 2,25 pour la valeur ajoutée et 1,91 pour l'emploi.

- **le phonogramme**

Pour ce domaine, les multiplicateurs de valeur ajoutée et d'emploi sont très élevés, soit respectivement de 1,56 et de 1,72, mais les multiplicateurs demeurent en dessous de la moyenne des quinze pour le revenu, les revenus gouvernementaux et les revenus de la parafiscalité.

- **les arts visuels et les métiers d'arts**

Leurs retombées dépassent les moyennes pour la valeur ajoutée (1,71) et l'emploi (1,46), bien que les effets multiplicateurs du revenu (0,81), des revenus gouvernementaux (0,07) et des revenus de parafiscalité soient légèrement en dessous de ceux observés pour l'ensemble des domaines.

- **la radiodiffusion**

Les multiplicateurs sont tous très élevés : revenu (0,89), emploi (1,64), valeur ajoutée (1,72), revenus gouvernementaux (0,18) et revenus de parafiscalité (0,08).

- **la télédiffusion**

Les multiplicateurs sont aussi tous très élevés pour le domaine de la télédiffusion : revenu (0,89), emploi (2,53), valeur ajoutée (1,53), sauf pour deux multiplicateurs, les revenus gouvernementaux (0,12) et les revenus de parafiscalité (0,08).

- ♦ **Les domaines ayant des multiplicateurs faibles**

Ils appartiennent tous au groupe « culture ». Cinq domaines ressortent particulièrement :

- **les arts d'interprétation**

Ils comptent trois multiplicateurs nettement en bas des moyennes : l'emploi (1,07), la valeur ajoutée (1,17) et les revenus gouvernementaux (0,05); par contre le multiplicateur de revenu est élevé (0,92) alors que celui des revenus de la parafiscalité est près de la moyenne (0,09).

- **les fêtes et festivals⁷**

Quatre des cinq multiplicateurs sont inférieurs aux moyennes : l'emploi (1,16), la valeur ajoutée (1,25), les revenus gouvernementaux (0,05) et les revenus de parafiscalité (0,07); par contre le multiplicateur de revenu dépasse nettement la moyenne (0,91).

⁷ Les fêtes et festivals excluent ici les événements majeurs.

- **le patrimoine**

Ce domaine se caractérise par deux multiplicateurs relativement faibles : l'emploi (1,10) et la valeur ajoutée (1,11); par ailleurs, trois autres multiplicateurs dépassent la moyenne : le revenu (0,92), les revenus gouvernementaux (0,20) et les revenus de parafiscalité (0,11).

- **l'enseignement culturel**

Ce domaine se caractérise aussi par deux multiplicateurs relativement faibles, les multiplicateurs d'emploi (1,18) et de valeur ajoutée (1,11) n'étant guère élevés en comparaison avec ceux du revenu (0,97) et des revenus gouvernementaux (0,27), tous les deux particulièrement forts, et celui des revenus de la parafiscalité (0,09).

3.3 La part québécoise de l'impact économique

L'impact économique d'un secteur est d'autant plus grand que les entreprises peuvent s'approvisionner au Québec. Il est donc important d'estimer le contenu québécois des activités du secteur de la culture, c'est-à-dire la part québécoise de leur impact économique, d'autant plus qu'elles ont cette particularité de recourir relativement peu à l'importation.

Définition des termes

Part québécoise de l'impact :

C'est un indice qui mesure l'importance des biens et services émanant des entreprises québécoises et qui assurent la production des activités culturelles. Elle est calculée en divisant la valeur ajoutée au prix du marché par les dépenses totales d'opération. La valeur ajoutée au prix du marché a été préférée à la valeur ajoutée au coût des facteurs afin de maximiser la part québécoise. La valeur ajoutée au prix du marché est obtenue en ajoutant les taxes indirectes et en soustrayant les subventions (voir le tableau 7). C'est une valeur qui pénalise les domaines fortement subventionnés.

Le résultat est exprimé en pourcentage. Il sera élevé si les importations (incluses dans les dépenses totales) et les subventions sont faibles. Il sera faible dans le cas inverse, c'est-à-dire si les importations et les subventions sont élevées. Une réserve s'impose toutefois quant à l'interprétation des résultats : il est présumé que les revenus générés au Québec seront dépensés au Québec, ce qui n'est pas nécessairement le cas.

La part québécoise de l'impact économique des quinze domaines est évaluée à près de 82 %. Cela signifie que sur 1 \$ dépensé au Québec pour les activités culturelles, 0,82 \$ environ émanent des entreprises québécoises produisant des biens et services. C'est nettement plus que dans le tourisme (69 %) ou dans le secteur manufacturier (61 %)⁸.

⁸

Il s'agit du contenu québécois engendré par une tranche de production de 100 M\$ dans le secteur manufacturier (Source : Les études d'impact économique, deux exemples,

La part québécoise de l'impact économique varie légèrement selon les trois groupes de domaines comme l'illustre le tableau 9 ci-après. C'est dans le groupe « culture » où la part québécoise de l'impact est la plus faible, soit une moyenne de 75,1 %. Elle est nettement plus élevée dans le groupe « communications/médias » et dans le groupe « administrations publiques » où elle atteint respectivement 89,5 % et 87,5 %. Ces différences s'expliquent par une proportion plus grande des importations dans le groupe « culture », notamment dans les domaines du film et du phonogramme, et par des subventions plus élevées. Le groupe « culture », quant à lui, accapare 90 % de toutes les subventions octroyées aux trois groupes.

La variation est particulièrement sensible à l'intérieur du groupe « culture » où la part québécoise est de 67,1 % dans les arts visuels et métiers d'arts contre 93,4 % pour le design et mode. Cet écart provient du fait que les importations et les subventions, en termes relatifs, sont beaucoup plus importantes dans les arts visuels et métiers d'art que dans le design et mode (voir le tableau sur la part québécoise à l'Annexe II).

Le domaine du patrimoine reflète une situation exceptionnelle avec une part québécoise de 5,6 %. Ce résultat est le propre d'une activité très fortement subventionnée (les subventions dépassent les salaires).

Tableau 9
Part québécoise en pourcentage des retombées économiques des activités
du secteur de la culture, les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993

Domaines	Dépense totale d'opération (000 \$)	Valeur ajoutée au prix du marché * (000 \$)	Part québécoise des retombées (%)
Total	5 588	4 567	81,7
Culture	2 838	2 131	75,1
Communications/médias	1 668	1 492	89,5
Administration publique	1 082	947	87,5

* Valeur ajoutée au prix du marché : c'est la valeur ajoutée au coût des facteurs (4 766 millions \$), plus les taxes indirectes (133 810 000 \$) moins les subventions (343 105 000\$).

De même, la part québécoise de l'impact des activités du secteur de la culture de l'île de Montréal est à peu près identique à celle observée dans les cinq régions du Montréal métropolitain.

3.4 Les impacts dans l'île de Montréal

On l'a vu précédemment, l'île de Montréal regroupe une très grande partie des activités culturelles des cinq régions du Montréal métropolitain. Il s'agit maintenant de comparer les impacts dans l'île de Montréal à ceux des

cinq régions. Le tableau 10 montre que les impacts économiques des activités culturelles de l'île de Montréal correspondent à environ 80 % de ceux observés dans les cinq régions, qu'il s'agisse des dépenses nettes d'opération, des emplois ou des revenus gouvernementaux. La proportion du contenu québécois est également du même ordre.

Tableau 10 Comparaison des impacts économiques des activités du secteur de la culture dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993			
Éléments d'impact	5 régions	Île de Montréal	Île/5 régions (%)
Dépenses totales d'opération (milliards de dollars)	5,6	4,5	80,3
Emplois	89 916	71 880	79,9
Revenus gouvernementaux :			
▪ Québec	670,0	543,8	81,2
▪ Fédéral	511,0	416,0	81,4
(millions de dollars)			

Quant aux multiplicateurs, ils sont identiques à l'unité près (tableau ci-dessous).

Tableau 11 Comparaison de divers multiplicateurs par domaine d'activités culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993		
Multiplicateurs	5 régions	Île de Montréal
Revenu Keynésien	0,85	0,85
Emploi	1,44	1,47
Valeur ajoutée	1,36	1,35

Il n'y a donc pas de surprise à constater, dans les quinze domaines, l'absence de variation des effets multiplicateurs entre les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal. Voici quelques résultats (tableau 12) qui illustrent cette constatation; ils portent sur les multiplicateurs d'emploi et de valeur ajoutée appliqués à six domaines d'activités culturelles.

Tableau 12
Comparaison de multiplicateurs d'emplois et de valeur ajoutée
pour certains domaines d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993

Domaines	Multiplicateur d'emploi		Multiplicateur de valeur ajoutée	
	5 régions	Île de Montréal	5 régions	Île de Montréal
Patrimoine	1,10	1,10	1,12	1,12
Film	1,91	1,89	2,25	2,23
Arts d'interprétation	1,08	1,08	1,18	1,17
Enseignement culturel	1,18	1,17	1,12	1,12
Administrations publiques	2,01	2,01	1,14	1,14
Télédistribution	2,52	2,55	1,53	1,51

4. LES ACTIVITÉS DU SECTEUR DE LA CULTURE ET LES AUTRES SECTEURS

Il est utile de comparer les impacts économiques des activités du secteur de la culture à ceux des activités d'autres secteurs. Malheureusement, sauf erreur, il n'existe aucune étude d'impacts économiques sur quelque autre secteur que la culture qui porte sur les cinq régions du Montréal métropolitain; les seules études d'impacts existantes pour certains secteurs économiques portent en effet sur l'ensemble du Québec. Malgré ces différences de territoire de référence, il s'est avéré intéressant de faire des comparaisons entre l'étude d'impact générale des activités du secteur de la culture et certaines études d'impact portant sur d'autres secteurs.

Le tourisme est un des secteurs pour lequel il existe des études d'impact portant sur la même année que la présente étude, à savoir 1992-1993. Il est donc possible de comparer certaines valeurs absolues. Le tableau 13 montre que la valeur ajoutée par les activités culturelles des cinq régions du Montréal métropolitain correspond à 1,81 fois celle du secteur touristique (4,7 milliards \$ contre 2,6 milliards \$). Il y a toutefois moins d'écart pour ce qui est des emplois; l'avantage des activités culturelles étant alors à 1,41 (89 916 emplois par rapport à 63 793).

Les activités du secteur de la culture ont donc un impact économique nettement plus important que celles du secteur du tourisme, du moins pour l'année 1992-1993, en termes de valeur ajoutée et d'emplois.

Tableau 13
Comparaison des impacts économiques des activités du secteur de la culture
des cinq régions du Montréal métropolitain
et de celles du secteur du tourisme de tout le Québec, 1992-1993 *

Secteurs	Valeur ajoutée (milliards \$)	Emplois (nombre personnes-année)
Activités culturelles	4,7	89 916
Tourisme	2,6	63 793

* Les données sur les activités culturelles portent sur les cinq régions du Montréal métropolitain alors que celles sur le tourisme couvrent l'ensemble du Québec.

Il est intéressant également de comparer la valeur des effets multiplicateurs. Le tableau 14 ci-après montre que les activités du secteur de la culture ont des effets multiplicateurs moindres que ceux des activités du secteur du tourisme mais plus élevés que ceux des activités d'autres secteurs tertiaires.

Les données sur les autres secteurs proviennent du BSQ⁹; ils expriment l'impact économique d'une production de 100 M \$ de quelques groupes choisis sur la valeur ajoutée et la main-d'œuvre de tout le Québec. Donc, ici aussi les comparaisons sont faites avec des secteurs dont les données portent sur l'ensemble du Québec.

Les activités du secteur de la culture et celles du secteur du tourisme ne sont pas définies sur la même base que celles des secteurs financiers et des autres domaines dont les données sont tirées du modèle du BSQ. La comparaison n'en demeure pas moins utile pour faire ressortir des ordres de grandeur.

Tableau 14
Comparaison des effets multiplicateurs des activités du secteur de la culture
avec ceux des activités d'autres secteurs, 1992-1993 *

Secteurs	Emploi	Valeur ajoutée
Culture	1,44	1,36
Tourisme	1,59	1,83
Intermédiaires financiers	1,39	1,27
Services de santé	1,23	1,19
Services personnels	1,24	1,36

* Les données sur les activités du secteur de la culture portent sur les cinq régions du Montréal métropolitain alors que celles sur les activités d'autres secteurs couvrent l'ensemble du Québec.

On remarque que le multiplicateur de valeur ajoutée des activités du secteur de la culture dépasse ceux des secteurs des intermédiaires financiers et des services de santé mais est égal à celui du secteur des services personnels, il est toutefois nettement inférieur à celui du secteur du tourisme. Il en est de même du multiplicateur d'emploi des activités du secteur de la culture qui est nettement plus élevé que ceux de tous les autres secteurs; encore ici le tourisme constitue l'exception.

En somme, les impacts économiques des activités du secteur de la culture comparés à ceux des activités d'autres secteurs du tertiaire, permettent d'affirmer que la culture est un secteur fort de l'économie.

B. L'ÉTUDE D'IMPACT ÉCONOMIQUE SPÉCIFIQUE SUR LES FÊTES, FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Par souci de comparaison avec l'étude d'impact qui portait sur l'ensemble du Québec, comme nous l'avons expliqué plus tôt, il a été décidé dès le point de départ de conserver les mêmes paramètres pour l'étude d'impact générale portant sur les cinq régions du Montréal métropolitain. Ainsi, comme pour l'étude portant sur l'ensemble du Québec, les événements majeurs identifiables à un domaine disciplinaire particulier étaient considérés comme sous-domaine des domaines spécifiques d'activités culturelles (patrimoine, arts visuels, arts d'interprétation, livre, film,...) et étaient donc comptabilisés à l'intérieur de ceux-ci; le domaine identifié comme celui des « fêtes et festivals » regroupait, quant à lui, les événements non identifiables à l'un des domaines disciplinaires, notamment à cause de leur caractère multidisciplinaire.

Afin d'obtenir une vision plus complète et réaliste de l'ensemble du domaine des fêtes et festivals, incluant les événements majeurs, les partenaires impliqués dans la réalisation de l'étude d'impact générale ont commandé au BSQ une étude d'impact spécifique¹⁰ à cet égard. Cette seconde section du rapport présente les résultats de cette étude spécifique. Elle comporte trois parties :

- ♦ la première consiste en une présentation générale de l'étude;
- ♦ la seconde contient une brève présentation des activités incluses dans ce nouveau regroupement;
- ♦ la troisième résume les impacts économiques.

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

L'étude spécifique est une étude d'impact réalisée à partir du même modèle que celui ayant servi pour l'étude d'impact générale, à savoir le modèle intersectoriel mis au point par le BSQ. Ce modèle évalue les impacts économiques d'un secteur à partir des dépenses des organisations agissant dans le secteur; aux fins de la présente étude, comme cela a été le cas pour l'étude générale, seules les dépenses de fonctionnement des organisations ont été considérées.

¹⁰

Étude d'impact économique du regroupement des activités culturelles des fêtes populaires, festivals et événements majeurs des régions de Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie pour l'année 1992-1993.

Étude d'impact économique du regroupement des activités culturelles des fêtes populaires, festivals et événements majeurs de la région de l'île de Montréal pour l'année 1992-1993.

Cette étude d'impact sur les fêtes, festivals et événements majeurs est fondamentalement différente d'une étude de retombées économiques telle que l'étude « *Les grands festivals culturels de Montréal : une analyse des retombées économiques* », réalisée en 1996 par l'Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal (OCTGM)¹¹. En effet, dans cette étude réalisée suivant un modèle développé par l'OCTGM, ce sont les retombées économiques des dépenses des spectateurs ayant assisté aux grands festivals qui ont été mesurées. Cela constitue un intrant très différent de celui de notre étude d'impact économique, laquelle ne tient pas compte des dépenses des consommateurs d'activités ou de produits culturels. Les résultats des deux études ne peuvent donc pas être comparés, leur ordre de grandeur étant par nature très différent.

2. ACTIVITÉS RELATIVES AUX FÊTES, FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS MAJEURS

Le domaine des fêtes, festivals et événements majeurs comprennent deux types d'activités. Le premier type, les fêtes et festivals, accapare moins de 25 % des dépenses totales d'opération dans les cinq régions du Montréal métropolitain et seulement 2 % dans l'île de Montréal. La très grande majorité des dépenses sont donc concentrée dans le second type, les événements majeurs, lesquels apparaissent concentrés dans l'île de Montréal. Une telle concentration ne reflète cependant pas exactement la réalité et est due au fait que la cueillette des données ayant servi d'intrant à l'étude d'impact et portant sur les organisations a été fait en fonction du lieu de résidence de celles-ci et non en fonction du lieu où se produisent les événements qu'elles organisent (ainsi le Festival de Lanaudière apparaît identifié à la région de l'île de Montréal parce que le promoteur a son siège social dans cette région).

Comme l'illustre le tableau 15 ci-après, les dépenses totales d'opération dans les cinq régions du Montréal métropolitain sont maintenant quatre fois plus élevées qu'elles ne l'étaient pour le domaine des fêtes et festivals de l'étude d'impact générale (46 M\$ contre 11,2 M\$). Les données couvrent toujours la même année, 1992-1993.

¹¹

Les grands festivals culturels de Montréal : une analyse des retombées économiques, Département de recherche et de développement, Office des Congrès et du Tourisme du Grand Montréal, février 1996.

Tableau 15
Description des dépenses totales d'opération du domaine
des fêtes populaires, festivals culturels et événements majeurs
dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal,
1992-1993

Description	5 régions		île de Montréal		île / 5 régions
	000 \$	%	000 \$	%	%
Fêtes et festivals *	11 367	25	856	02	7,5
Événements majeurs	34 621	75	34 621	98	100
• Patrimoine	112	00	112	00	
• arts d'interprétation	24 938	55	24 938	70	
• arts visuels et métiers d'art	1 430	03	1 430	04	
• film	8 141	18	8 141	23	
Dépenses totales **	45 988	100	35 477	100	77,1

* Cette activité correspond à l'ensemble du domaine des fêtes et festivals tel que défini dans l'étude d'impact des quinze domaines. Elle exclut donc les événements majeurs.

** La ventilation des dépenses par événement majeur sans les doubles comptes n'est pas disponible; les dépenses totales sont donc ici légèrement surestimées : elles sont effectivement de 44,7 M\$ pour les cinq régions du Montréal métropolitain et de 35 M\$ pour l'île de Montréal.

Parmi les événements majeurs, ce sont ceux reliés aux arts d'interprétation qui dominent le plus avec 55 % des dépenses totales dans les cinq régions et plus de 70 % dans l'île de Montréal. Les événements axés sur le film entraînent 18 % des dépenses dans les cinq régions et 23 % dans l'île de Montréal. Plus des trois-quarts des dépenses totales d'opération (77 %) effectuées dans les cinq régions du Montréal métropolitain sont concentrés dans l'île de Montréal.

3. L'IMPACT ÉCONOMIQUE

Avec près de 45 M\$ de dépenses totales, le domaine des fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain génère près de 1 000 emplois et plus de 5 M\$ en revenus gouvernementaux. Dans l'île de Montréal, les dépenses totales s'élèvent à quelque 35 M\$ et génèrent environ 750 emplois.

Le tableau 16 ci-après résume les principaux impacts dans les cinq régions et dans l'île de Montréal. Les dépenses totales comprennent les dépenses nettes plus les subventions.

Tableau 16
Composantes de l'impact économique des dépenses pour les fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993

Composantes	5 régions	Île de Montréal	Montréal/ 5 régions %
1. Salaires et gages avant impôt	17 233	13 478	78,2
2. Autres revenus bruts avant impôt	23 658	18 505	78,2
3. Produit intérieur brut au coût des facteurs (ou valeur ajoutée au coût des facteurs) (1 + 2)	40 891	31 983	78,2
4. Taxes indirectes	768	602	78,4
5. Subventions	- 2 271	- 1 869	82,3
6. Produit intérieur brut au prix du marché (3 + 4 - 5)	39 388	30 716	78,0
7. Importations	3 370	2 636	78,2
8. Dépenses nettes de subventions (6 + 7)	42 758	33 352	78,0

Les dépenses totales comprennent les dépenses nettes plus les subventions.

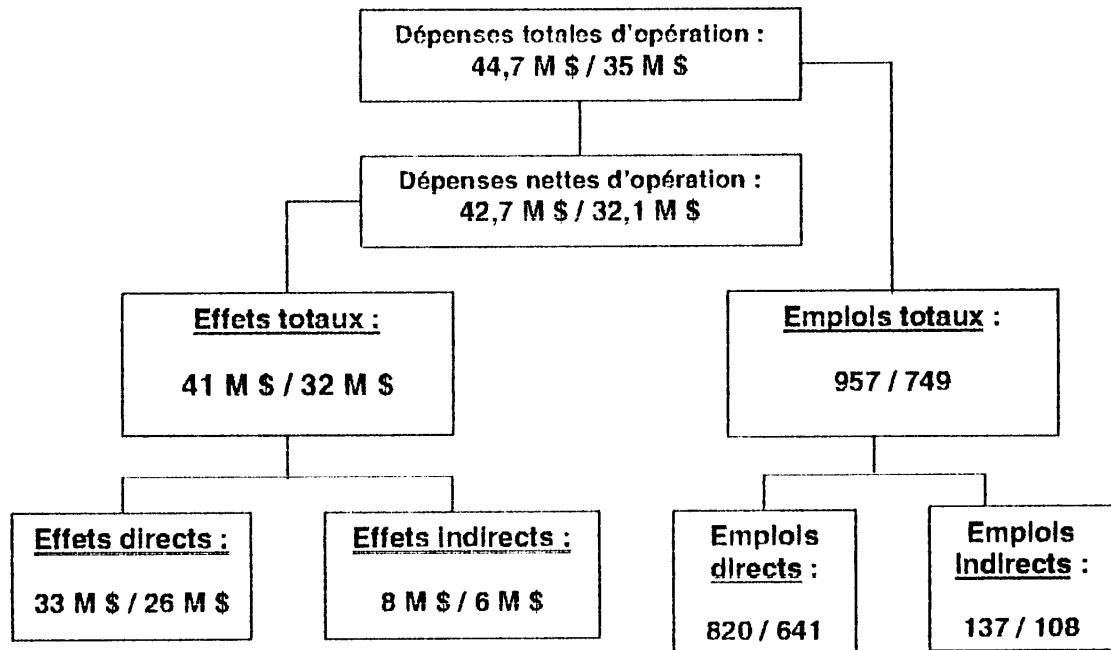
Qu'il s'agisse des dépenses d'opération, de l'emploi ou des revenus gouvernementaux, l'impact économique des fêtes, festivals et événements majeurs est fortement concentré dans l'île de Montréal dans une proportion qui varie de 77 % à 79 %.

Les effets directs sont ceux qui dépendent des activités des fêtes, festivals et événements majeurs. En ce qui concerne les dépenses d'opération, les effets directs sont estimés à 33 M\$ pour les cinq régions du Montréal métropolitain, soit 81 % des effets totaux. Les effets indirects sont ceux produits par les autres secteurs de l'économie qui alimentent les fêtes et festivals; ils correspondent à 19 % des effets totaux. Les effets directs pour ce qui est des emplois ont un poids plus élevé, soit 86 % des effets totaux; il reste donc 14 % d'effets indirects. Les proportions sont du même ordre pour le territoire de l'île de Montréal.

Figure 3

Effets totaux des dépenses d'opération et des emplois du domaine des fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993

(les données de gauche portent sur les cinq régions et celles de droite sur l'île de Montréal)



Les effets multiplicateurs ont à peu près la même valeur que ceux constatés dans l'analyse des quinze domaines. Il y a toutefois des différences importantes en ce qui touche les revenus gouvernementaux.

Tableau 17 Effets multiplicateurs des fêtes, festivals et événements majeurs dans les cinq régions du Montréal métropolitain et dans l'île de Montréal, 1992-1993					
Territoire	Revenu keynésien	Emploi	Valeur ajoutée	Revenus des gouvernements	Revenus de la parafiscalité
Les 5 régions	0,91	1,17	1,24	0,10	0,06
L'île de Montréal	0,89	1,17	1,23	0,08	0,07
Les 5 régions (sans les événements majeurs)	0,91	1,16	1,25	0,05	0,07

Le tableau 17 indique les multiplicateurs des fêtes, festivals et événements majeurs pour les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal. Il comprend aussi les multiplicateurs observés précédemment dans l'étude des

quinze domaines pour les fêtes, festivals (sans les événements majeurs). Voici les principales conclusions qui en ressortent pour les cinq régions du Montréal métropolitain :

- ♦ les dépenses totales de 45 M\$ entraînent un PIB au coût des facteurs de 40,9 M\$, soit un ratio de 0,91 appelé multiplicateur de revenu keynésien;
- ♦ une valeur ajoutée de 100 \$ dans le domaine des fêtes, festivals et événements majeurs entraîne une valeur ajoutée de 24 \$ dans les autres secteurs de l'économie (fournisseurs);
- ♦ 100 emplois additionnels dans le domaine des fêtes, festivals et événements majeurs génèrent 17 emplois dans les entreprises des autres secteurs de l'économie (fournisseurs);
- ♦ 100 \$ dépensés dans les activités du domaine des fêtes, festivals et événements majeurs procurent 10 \$ en revenus gouvernementaux et 6 \$ en revenus de parafiscalité (CSST, assurance-emploi, etc.), soit un total de 16 \$.

CONCLUSION

L'étude d'impact met en relief un aspect important, et sans doute mésestimé, des activités du secteur de la culture : leur **valeur économique**. En fait, toute activité humaine est nécessairement économique, dans la mesure où elle peut être définie en terme de production, de dépenses, de revenus, d'emplois, de revenus gouvernementaux, etc.

Cette dimension n'altère en rien la nature de la culture et ses différentes formes d'expression. Elle lui confère une caractéristique particulière qui en révèle à la fois la portée et le poids dans la société et l'économie. En d'autres mots, la culture n'est pas seulement le lieu privilégié de la création et de l'expression d'une société, mais c'est aussi un secteur économique qui génère des milliers d'emplois et des millions de revenus aux gouvernements.

Dans la région métropolitaine, la culture représente des dépenses d'opération de 5,6 milliards de dollars. Elle assure un emploi à 89 916 personnes-année. De plus, elle retourne chaque année au gouvernement plus de 1,1 milliards de dollars.

Ces statistiques nous indiquent donc, qu'en sus de l'apport inestimable de la culture à sa société et au développement de ses citoyens, ce secteur se révèle un des moteurs importants pour l'économie de la région. Ainsi chaque 100 \$ de dépenses dans les activités du secteur de la culture entraînent des retombées de 36 \$ dans les autres secteurs. De même, 100 emplois additionnels dans le secteur de la culture en génèrent 44 dans les entreprises des autres secteurs de l'économie.

Les résultats de cette étude modifient donc notre perception quant au retour sur l'investissement culturel. Ce dernier doit dorénavant être considéré comme étant rentable. D'une part, chaque dollar investi dans la culture contribue à accroître la qualité de vie des citoyens, que ce soit dans la région métropolitaine ou ailleurs au Québec et d'autre part, le secteur culturel de la région métropolitaine offre un rendement économique comparable et même supérieur à celui d'autres secteurs performants tels le tourisme, l'agriculture ou les transports.

Ainsi, un des traits les plus frappant de cette étude demeure le poids relatif de l'impact en termes absolus des activités du secteur de la culture en regard de celles du secteur du tourisme. Les activités culturelles génèrent une valeur ajoutée (au coût des facteurs) nettement supérieure (4,7 milliards de dollars contre 2,6 milliards de dollars) et des emplois en plus grand nombre (89 916 contre 63 793).

La culture est en voie de devenir un partenaire de premier plan pour l'ensemble des agents économiques et sociaux de la métropole. Le positionnement de la culture s'avère un enjeu suffisamment important pour qu'on reconnaisse qu'une part de l'avenir de la région métropolitaine en dépend. Tout ce qui sera orienté vers une mise en valeur de l'ensemble du secteur lui sera donc favorable.

Toutefois, l'étude a révélé certaines limites en ce qui concerne les comparaisons avec l'ensemble du Québec et avec d'autres régions. En ce sens, il serait impératif que la région métropolitaine se dote d'instruments de mesure correspondant au développement de sa masse critique. Cela est vrai du secteur culturel comme des autres secteurs. La cueillette systématique des données et l'analyse annuelle des statistiques culturelles doivent être considérées comme des indicateurs essentiels dans la planification des enjeux stratégiques de la métropole du Québec.

ANNEXE I

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS CULTURELLES PAR DOMAINE

Les activités culturelles ont été classifiées en quinze domaines regroupés dans les trois catégories suivantes :

♦ **La culture**

- livre;
- patrimoine;
- arts d'interprétation;
- arts visuels et métiers d'art;
- design et mode;
- film;
- phonogramme;
- enseignement culturel;
- fêtes et festival culturels.

♦ **Les communications/médias**

- médias écrits;
- télévision;
- radiodiffusion;
- télédistribution;
- publicité.

♦ **Administrations publiques**

- fédérale;
- québécoise;
- municipale.

Chaque domaine comprend des sous-domaines dont voici la liste. **Ceux qui paraissent en caractères gras n'ont pas été pris en considération car il n'y avait aucune donnée disponible.**

Culture

♦ **Livre**

- bibliothèques;
- entreprises qui vendent des livres;
- maisons d'édition et diffuseurs exclusifs.

Les activités culturelles ont été classifiées en quinze domaines regroupés dans les trois catégories suivantes :

♦ **La culture**

- livre;
- patrimoine;
- arts d'interprétation;
- arts visuels et métiers d'art;
- design et mode;
- film;
- phonogramme;
- enseignement culturel;
- fêtes et festival culturels.

♦ **Les communications/médias**

- médias écrits;
- télévision;
- radiodiffusion;
- télédistribution;
- publicité.

♦ **Administrations publiques**

- fédérale;
- québécoise;
- municipale.

Chaque domaine comprend des sous-domaines dont voici la liste. **Ceux qui paraissent en caractères gras n'ont pas été pris en considération car il n'y avait aucune donnée disponible.**

Culture

♦ **Livre**

- bibliothèques;
- entreprises qui vendent des livres;
- maisons d'édition et diffuseurs exclusifs.

♦ Patrimoine

- musées d'intérêt local;
- musées d'arts;
- musées d'histoire;
- autres musées;
- parcs naturels;
- lieux d'intérêt historique;
- centres d'archives;
- autres établissements.

♦ Arts d'interprétation

- théâtre (producteurs);
- musique (producteurs);
- danse (producteurs);
- opéra (producteurs);
- diffuseurs de spectacles professionnels.

♦ Arts visuels et métiers d'arts

- centres d'artistes en arts visuels;
- boutiques spécialisées et autres points de vente d'affiches et de reproduction d'art;
- **galeries d'art;**
- entrepreneurs artisans.

♦ Design et mode

- architectes;
- urbanistes;
- architectes paysagistes;
- designers industriels;
- designers graphistes;
- designers de mode.

♦ Film

- cinémas et ciné-parcs;
- production cinématographique, vidéo et audiovisuelle;
- post-production et laboratoires;
- distributeurs de films;
- **clubs vidéo (location et vente de films).**

♦ Phonogramme

- producteurs et distributeurs;
- magasins d'instruments et de disques;
- organismes de services.

♦ Enseignement culturel

- secteur universitaire;
- secteur collégial;
- secteur collégial privé;
- conservatoires de musique et d'art dramatique;
- secteur pré-scolaire, primaire et secondaire;
- écoles et camps;
- écoles privées et métiers d'arts;
- écoles privées de mode;
- écoles privées en arts visuels;
- écoles privées en communication.

♦ Fêtes, festivals et événements majeurs¹²

- fêtes et festivals;
- événements majeurs (patrimoine, arts d'interprétation, arts visuels et film).

Communications/médias

♦ Médias écrits

- journaux quotidiens;
- journaux communautaires publiés seulement;
- périodiques et revues.

♦ Télévision

- télévision privée;
- télévision publique.

♦ Radiodiffusion

- radiodiffusion privée;
- radiodiffusion publique.

♦ Télédistribution

- radio;
- télévision;
- câble.

¹²

Cette définition est celle qui a été retenue pour les fins de l'étude d'impact dont les résultats sont présentés dans la section B du rapport.

♦ **Publicité**

- agences de publicité;
- représentants des médias;
- entreprises d'étalages et de panneaux publicitaires en extérieur;
- autres services de publicité.

ANNEXE II

TABLEAUX COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTUDE D'IMPACT

.

Ce tableau est présenté dans la première section de l'étude, mais sur la base des données de 1991 ou 1992 de manière à faire des comparaisons avec les résultats de l'étude d'impact qui porte sur l'année 1992-1993. Le tableau ci-dessous regroupe les données pour 1996, non pas à des fins de comparaison, mais pour permettre au lecteur de référer au besoin à des statistiques plus à jour, sauf en ce qui concerne les expéditions manufacturières et le revenu moyen.

Principales caractéristiques des cinq régions du Montréal métropolitain, 1996							
Régions	Population 1996	Expéditions manufac. (000 000 \$) 1992	Emploi (000) 1996				Revenu moyen 1991
			Secteur manufac.	Construction	Secteur tertiaire	Emploi total	
Monterégie	1 316 541	16 258,9	129,1	26,4	441,9	620,1	23 641
Montréal	1 831 849	28 230,0	140,5	23,5	594,2	761,1	23 116
Laval	347 643	1 529,3	28,4	6,7	121,7	157,9	24 286
Lanaudière	388 943	1 817,7	31,9	10,3	126,4	173,3	22 394
Laurentides	445 878	6 866,2	38,6	13,1	153,1	211,5	22 340
TOTAL 5 régions	4 330 854	54 689,1	368,5	80,0	1 437,3	1 923,9	23 155
Québec	7 389 137	85 133	577,0	136,2	2 384,0	3 212,6	22 391
5 rég./Québec	58,6 %	64,3 %	63,7 %	58,7 %	60,3 %	59,9 %	1,03
Montréal/ 5 régions	42,3 %	51,6 %	38,1 %	29,3 %	41,3 %	39,5 %	99,8

Source : Le Québec chiffres en main, édition 1997

**Dépenses totales d'opération dans les quinze domaines d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain et l'île de Montréal, 1992-1993**

Les domaines culturels	5 régions de Montréal		Île de Montréal		Île/5 régions %
	000 \$	%	000 \$	%	
Livre	689 576	12,3 %	556 400	12,1 %	81 %
Patrimoine	97 192	1,7 %	83 257	1,8 %	86 %
Arts d'interprétation	211 998	3,8 %	194 640	4,2 %	92 %
Arts visuels et métiers d'art	41 807	0,7 %	29 072	0,6 %	70 %
Design et mode	892 371	16,0 %	547 439	11,9 %	61 %
Film	629 672	11,3 %	578 906	12,6 %	92 %
Phonogramme	146 321	2,6 %	143 523	3,1 %	98 %
Enseignement culturel	117 916	2,1 %	104 314	2,3 %	88 %
Fêtes et festivals culturels	11 203	0,2 %	842	0,0 %	8 %
Total culture	2 838 056	50,8 %	2 238 393	48,7 %	79 %
Médias écrits	571 655	10,2 %	563 898	12,3 %	99 %
Télévision	205 637	3,7 %	205 637	4,5 %	100 %
Radiodiffusion	83 266	1,5 %	64 163	1,4 %	77 %
Télédistribution	247 939	4,4 %	220 784	4,8 %	89 %
Publicité	560 114	10,0 %	343 763	7,5 %	61 %
Total communications/médias	1 668 611	29,8 %	1 398 245	30,5 %	84 %
Administrations publiques	1 082 039	19,4 %	953 293	20,8 %	88 %
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	100 %	4 589 931	100 %	82 %

Emplois dans les quinze domaines des activités culturelles, les 5 régions du Montréal métropolitain, l'île de Montréal et Québec, 1992-1993

Domaines	5 régions de Montréal		L'île de Montréal		île/5 régions %
	Nombre	%	Nombre	%	
Livre	5 700	9,2 %	4 415	9,1 %	77 %
Patrimoine	1 638	2,6 %	1 386	2,9 %	85 %
Arts d'interprétation.	6 238	10,1 %	5 556	11,5 %	89 %
Arts visuels et métiers d'art	475	0,8 %	434	0,9 %	91 %
Design et mode	20 242	32,7 %	12 418	25,7 %	61 %
Film	4 651	7,5 %	4 337	9,0 %	93 %
Phonogramme	1 084	1,8 %	1 038	2,1 %	96 %
Enseignement culturel	1 198	1,9 %	1 070	2,2 %	89 %
Fêtes et festivals culturels	206	0,3 %	16	0,0 %	8 %
Total culture	41 432	67,0 %	30 670	63,4 %	74 %
Médias écrits	4 161	6,7 %	4 103	8,5 %	99 %
Télévision	1 384	2,2 %	1 384	2,9 %	100 %
Radiodiffusion	715	1,2 %	564	1,2 %	79 %
Télédistribution	995	1,6 %	865	1,8 %	87 %
Publicité	4 624	7,5 %	2 838	5,9 %	61 %
Total communications/médias	11 879	19,2 %	9 754	20,2 %	82 %
Administrations publiques	8 502	13,8 %	7 967	16,5 %	94 %
Grand total (quinze domaines)	61 813	100,0 %	48 391	100,0 %	78 %

**La part québécoise en pourcentage de l'impact économique par domaine d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Dépenses totales d'opération 000 \$	Valeur ajoutée au coût des facteurs 000 \$	Taxes Indirectes 000 \$	Subventions 000 \$	Valeur ajoutée au prix du marché 000 \$	Part québécoise de l'Impact %
Livre	689 576	565 038	15 738	105 054	475 722	69,0 %
Patrimoine	97 192	89 403	724	74 919	15 208	15,6 %
Arts d'interprétation	211 998	198 287	2 762	46 218	154 831	73,0 %
Arts visuels et métiers d'art	41 807	34 187	1 464	7 597	28 054	67,1 %
Design et mode	892 371	822 300	16 138	5 239	833 199	93,4 %
Film	629 672	437 659	18 708	30 184	426 183	67,7 %
Phonogramme	146 321	106 198	1 679	3 322	104 555	71,5 %
Enseignement culturel	117 916	114 410	1 617	31 576	84 451	71,6 %
Fêtes et festival culturels	11 203	10 248	193	1 469	8 972	80,1 %
Total culture	2 838 056	2 377 730	59 023	305 578	2 131 175	75,1 %
Médias écrits	571 655	510 778	5 333	3 236	512 875	89,7 %
Télévision	205 637	188 040	5 750	8 445	185 345	90,1 %
Radiodiffusion	83 266	74 126	2 986	2 761	74 351	89,3 %
télédistribution	247 939	222 497	4 728	1 593	225 632	91,0 %
Publicité	560 114	483 633	16 008	5 035	494 606	88,3 %
Total communications/médias	1 668 611	1 479 074	34 805	21 070	1 492 809	89,5 %
Administrations publiques	1 082 039	919 406	39 982	12 270	947 118	87,5 %
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	4 776 210	133 810	338 918	4 571 102	81,8 %

**Multiplicateur de revenu keynésien par domaine d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Dépenses d'opération 000 \$	Valeur ajoutée Coût fact. 000 \$	Multiplic. Valeur ajoutée/ Dépenses
Livre	689 576	565 038	0,81
Patrimoine	97 192	89 403	0,92
Arts d'interprétation	211 998	198 287	0,93
Arts visuels et métiers d'art	41 807	34 187	0,81
Design et mode	892 371	822 300	0,92
Film	629 672	437 659	0,69
Phonogramme	146 321	106 198	0,72
Enseignement culturel	117 916	114 410	0,97
Fêtes et festival culturels	11 203	10 248	0,91
Total culture	2 838 056	2 377 730	0,83
Médias écrits	571 655	510 778	0,89
Télévision	205 637	188 040	0,91
Radiodiffusion	83 266	74 126	0,89
Télédistribution	247 939	222 497	0,89
Publicité	560 114	483 633	0,86
Total communications/médias	1 668 611	1 479 074	0,88
Administrations publiques	1 082 039	919 406	0,85
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	4 776 210	0,85

**Multiplicateur de la valeur ajoutée au coût des facteurs par domaine d'activités
culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Valeur ajoutée au coût des facteurs 000 \$			Multiplicateur Effets totaux/ Effets directs
	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux	
Livre	386 679	178 359	565 038	1,46
Patrimoine	80 121	9 282	89 403	1,11
Arts d'interprétation	168 821	29 466	198 287	1,17
Arts visuels et métiers d'art	19 918	14 269	34 187	1,71
Design et mode	646 206	176 094	822 300	1,27
Film	194 544	243 115	437 659	2,25
Phonogramme	68 067	38 131	106 198	1,56
Enseignement culturel.	102 312	12 098	114 410	1,11
Fêtes et festival culturels	8 192	2 056	10 248	1,25
Total culture	1 674 860	702 870	2 377 730	1,42
Médias écrits	374 918	135 860	510 778	1,36
Télévision	127 998	60 042	188 040	1,46
Radiodiffusion	42 940	31 186	74 126	1,72
Télédistribution	145 316	77 181	222 497	1,53
Publicité	340 380	143 253	483 633	1,42
Total communications/médias	1 031 552	447 522	1 479 074	1,43
Administrations publiques	806 802	112 604	919 406	1,14
Grand total (quinze domaines)	3 513 214	1 262 996	4 776 210	1,35

**Multiplicateur d'emploi par domaine d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Emplois			Multiplicateur d'emploi totaux/directs
	Directs	Indirects	Totaux	
Livre	5 700	3 380	9 080	1,59
Patrimoine	1 638	163	1 801	1,10
Arts d'interprétation	6 238	494	6 732	1,07
Arts visuels et métiers d'art	475	221	696	1,46
Design et mode	20 242	3 082	23 324	1,15
Film	4 651	4 238	8 889	1,91
Phonogramme	1 084	782	1 866	1,72
Enseignement culturel	1 198	216	1 414	1,18
Fêtes et festival culturels	206	34	240	1,16
Total culture	41 432	12 610	54 042	1,30
Médias écrits	4 161	2 218	6 379	1,53
Télévision	1 384	881	2 265	1,63
Radiodiffusion	715	458	1 173	1,64
Télédistribution	995	1 525	2 520	2,53
Publicité	4 624	2 683	7 307	1,58
Total communications/médias	11 879	7 765	19 644	1,65
Administrations publiques	8 052	7 728	16 230	2,01
Grand total (quinze domaines)	61 813	28 103	89 916	1,45

**Multiplicateurs des revenus de parafiscalité du gouvernement du Québec et du Fédéral par domaine
d'activités culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Dépenses totales d'opération 000 \$	Revenus du Québec		Revenus Fédéral		Revenus Québec et Fédéral.	
		Revenus Québec 000 \$	Multiplc.	Revenus Fédéral 000 \$	Multiplc.	Revenus Québec et Fédéral	Multiplc. Québec et Fédéral
Livre	689 576	28 847	0,042	19 789	0,029	48 636	0,071
Patrimoine	97 192	6 019	0,062	4 688	0,048	10 707	0,110
Arts d'interprétation	211 998	11 317	0,053	8 173	0,039	19 490	0,092
Arts visuels	41 807	1 346	0,032	959	0,023	2 305	0,055
Design et mode	892 371	50 408	0,056	41 327	0,046	91 735	0,103
Film	629 672	22 365	0,036	16 734	0,027	39 099	0,062
Phonogramme	146 321	4 588	0,031	3 494	0,024	8 082	0,055
Enseignement culturel.	117 916	6 353	0,054	3 640	0,031	9 993	0,085
Fêtes et festival culturels	11 203	425	0,038	305	0,027	730	0,065
Total culture	2 838 056	131 668	0,046	99 109	0,035	230 777	0,081
Médias écrits	571 655	23 333	0,041	16 094	0,028	39 427	0,069
télévision	205 637	7 766	0,038	5 608	0,027	13 374	0,065
Radiodiffusion	83 266	3 845	0,046	2 902	0,035	6 747	0,081
télédistribution	247 939	8 553	0,034	5 815	0,023	14 368	0,058
Publicité	560 114	22 551	0,040	17 711	0,032	40 262	0,072
Total com./médias	1 668 611	66 048	0,040	48 130	0,029	114 178	0,068
Administ. publiques	1 082 039	49 716	0,046	37 451	0,035	87 167	0,081
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	247 432	0,044	184 690	0,033	432 122	0,077

**Multiplicateur de revenu du gouvernement du Québec par domaine d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Dépenses totales d'opération 000 \$	Impôts sur salaires et gages 000 \$	Taxes de vente 000 \$	Taxes spécifiques 000 \$	Total des revenus 000 \$	Multiplic. rev.gouv./ dép.totales
Livre	689 576	36 928	5 076	5 191	47 195	0,068
Patrimoine	97 192	10 332	215	256	10 803	0,011
Arts d'interprétation	211 998	3 967	956	945	5 868	0,028
Arts visuels	41 807	875	457	562	1694	0,045
Design et mode	892 371	54 467	4 342	6 287	65 096	0,073
Film	629 672	24 455	5 656	6 570	36 681	0,058
Phonogramme	146 321	5 090	651	431	6 172	0,042
Enseignement culturel.	117 916	15 691	636	370	16 697	0,142
Fêtes et festival culturels	11 203	188	67	66	321	0,029
Total culture	2 838 056	151 993	18 056	20 678	190 727	0,067
Médias écrits	571 655	40 007	1 774	1 993	43 774	0,077
Télévision	205 637	12 764	2 558	1 667	16 989	0,083
Radiodiffusion	83 266	6 509	1 328	866	8 703	0,105
Téledistribution	247 939	13 352	1 616	1 750	16 718	0,067
Publicité	560 114	38 679	4 276	6 654	49 609	0,089
Total com./médias	1 668 611	111 311	11 552	12 930	135 793	0,081
Administrations publiques	1 082 039	72 774	10 666	13 203	96 643	0,089
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	336 078	40 274	46 811	423 163	0,076

**Multiplicateurs de revenu du gouvernement fédéral par domaine d'activités culturelles,
les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Dépenses totales d'opération 000 \$	Impôts sur salaires et gages 000 \$	Taxes de vente 000 \$	Taxes et droits d'accises 000 \$	Total des revenus 000 \$	Multiplic. rev.gouv./ dépenses totales
Livre	689 576	30 587	2 188	3 283	36 058	0,052
Patrimoine	97 192	8 692	62	191	8 945	0,092
Arts d'interprétation	211 998	4 209	159	702	5 070	0,024
Arts visuels	41 807	708	91	354	1 153	0,028
Design et mode	892 371	43 556	1 407	4 102	49 065	0,055
Film	629 672	19 632	1 590	4 892	26 114	0,041
Phonogramme	146 321	4 082	277	320	4 679	0,032
Enseignement culturel	117 916	14371	373	238	14982	0,127
Fêtes et festival culturels	11 203	185	11	49	245	0,022
Total culture	2 838 056	126 022	6 158	14 131	146 311	0,052
Médias écrits	571 655	34 493	281	1 285	36 059	0,063
Télévision	205 637	10 806	282	1 243	12 331	0,060
Radiodiffusion	83 266	5 497	146	646	6 289	0,076
Télédistribution	247 939	11 374	222	1 140	12 736	0,051
Publicité	560 114	32 647	675	4 403	37 725	0,067
Total com./médias	1 668 611	94 817	1 606	8 717	105 140	0,063
Administrations publiques	1 082 039	59 381	7 596	8 517	75 494	0,070
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	280 220	15 360	31 365	326 945	0,059

**Multiplicateurs de revenu des deux gouvernements par domaine d'activités
culturelles, les cinq régions du Montréal métropolitain, 1992-1993**

Domaines	Dépenses totales d'opération 000 \$	Revenus des deux gouvernements 000 \$	Multiplicateur revenus/ dép. totales
Livre	689 576	83 253	0,120
Patrimoine	97 192	19 748	0,203
Arts d'interprétation	211 998	10 938	0,052
Arts visuels et métiers d'art	41 807	3047	0,073
Design et mode	892 371	114 161	0,128
Film	629 672	62 795	0,100
Phonogramme	146 321	10 851	0,074
Enseignement culturel	117 916	31 679	0,269
Fêtes et festival culturels	11 203	566	0,051
Total culture	2 838 056	337 038	0,119
Médias écrits	571 655	79 833	0,140
Télévision	205 637	29 320	0,143
Radiodiffusion	83 266	14 992	0,180
Téledistribution	247 939	29 454	0,119
Publicité	560 114	87 334	0,156
Total communications/médias	1 668 611	240 933	0,144
Administrations publiques	1 082 039	172 137	0,159
Grand total (quinze domaines)	5 588 706	750 108	0,134